

PIZZORNO ENVIRONNEMENT

DECLARATION DE PERFORMANCE EXTRA – FINANCIERE

2020

ACTEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE,

ENGAGÉ DANS LA TRANSITION ECOLOGIQUE DES TERRITOIRES



EDITORIAL

Cela fait maintenant plus d'un an que notre pays est confronté à la pandémie mondiale liée à la Covid-19. Nos pensées vont à toutes celles et ceux qui ont été touchés personnellement. Cette crise sanitaire a mis en lumière de nombreux métiers, parfois oubliés ou restant dans l'ombre, et les agents de collecte et de propreté font partie de ces professionnels reconnus comme essentiels, dont l'engagement a suscité l'admiration et la reconnaissance de nos concitoyens. Il s'agit de tous nos collaborateurs, dont les actions sur le terrain, dans les agences et au siège, ont permis de ne pas ajouter l'insalubrité à la crise sanitaire. La force de PIZZORNO Environnement réside dans ses professionnels engagés et responsables, qui confirment chaque jour l'engagement pris il y a 45 ans de porter l'intérêt général au plus haut. Nous voulons les remercier ici encore d'avoir répondu présent malgré les difficultés.

Les effets causés par cette crise accélèrent les changements en cours, en particulier dans la lutte contre le changement climatique et la perte de la biodiversité. Notre Groupe a choisi d'aller plus loin dans ses initiatives en faveur des nouvelles technologies et de la maîtrise de nouveaux métiers, afin de consolider et d'étendre nos compétences en tant qu'acteur majeur et innovant du secteur au service d'une économie circulaire toujours plus vertueuse. Nos valeurs continuent de nous guider dans cette trajectoire : exigence, responsabilité, proximité et innovation.



L'engagement du Groupe en faveur d'un développement durable se reflète dans notre adhésion, depuis 2008, au Global Compact des Nations Unies et dans notre promesse renouvelée d'en mettre en œuvre les 10 principes. Cet engagement se traduit également par notre contribution aux Objectifs de Développement Durable de l'Organisation des Nations Unies à travers les 4 axes de notre politique de responsabilité sociale d'entreprise : construire des relations de confiance et durables, innover au service de la transition énergétique, valoriser les Hommes et l'emploi et agir pour le cadre de vie des territoires.

Le Groupe est pleinement engagé dans sa stratégie de fidélisation des clients et de recentrage de ses activités en France. Fier de son histoire et fort de ses 3 000 collaborateurs, PIZZORNO Environnement est plus que jamais engagé auprès des territoires pour les accompagner dans leur transition écologique, au service du citoyen et de la planète.

Frédéric DEVALLE
Directeur Général



SOMMAIRE

1. Un acteur de l'économie circulaire, engagé dans la transition écologique des territoires ... 2	3. Les résultats de la stratégie RSE du Groupe 23	4. Annexes..... 39
1.1. Des métiers au service d'une mission à impact positif pour la société 2	3.1. La réduction de l'impact sur le dérèglement climatique 23	4.1. Les filiales du Groupe Pizzorno Environnement 39
LES METIERS DU GROUPE..... 2	LA REDUCTION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE.....23	4.2. Note méthodologique : analyse de matérialité et des risques et opportunités principaux liés au développement durable de Pizzorno Environnement 39
DES RELATIONS DE PROXIMITE AVEC SES CLIENTS . 5	LA CONTRIBUTION A L'EVITEMENT D'EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE26	4.3. Périmètre de reporting et vérification des informations extra-financières..... 40
UN ACTEUR IMPLIQUE DANS LES TERRITOIRES..... 5	3.2. La préservation du capital naturel 28	4.4. Tableaux des indicateurs de la performance extra-financière 41
DES ACTIVITES ESSENTIELLES DE SERVICE AU PUBLIC – FOCUS SUR LA CRISE DE LA COVID-19 7	LA PROTECTION DES SOLS ET DE LA RESSOURCE EN EAU28	4.5. Tableaux de correspondance des indicateurs..... 51
1.2. La gestion des déchets, maillon d'une économie locale bas carbone..... 8	LA REDUCTION DES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES29	4.6. Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion groupe- Exercice clos le 31 décembre 2020 57
DE LA COLLECTE A LA VALORISATION, LA CHAINE DES DECHETS PAR PIZZORNO ENVIRONNEMENT ... 8	LA PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE29	
DES SOLUTIONS PERMETTANT DE CONTRIBUER A UNE ECONOMIE BAS CARBONE..... 11	3.3. La contribution à la vitalité des territoires 32	
2. Le profil du Groupe et sa politique en matière de responsabilité environnementale, sociale et sociétale..... 12	LA PARTICIPATION A LA VITALITE ECONOMIQUE ..32	
2.1. Le profil du Groupe 12	3.4. La protection de la sante et qualité de vie des salariés et des usagers 33	
UNE ENTREPRISE FAMILIALE 12	LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS ET USAGERS33	
LA CREATION DE VALEUR DU GROUPE 12	LA REDUCTION DES NUISANCES34	
UNE ENTREPRISE RESPONSABLE 14	LE RENFORCEMENT DE LA CULTURE SANTE ET SECURITE34	
2.2. Le développement durable au cœur de la stratégie de Pizzorno Environnement..... 15	3.5. La valorisation du capital humain à travers l'emploi 35	
LES ENJEUX RSE, LES OPPORTUNITES & RISQUES ASSOCIES.....1636	
LA STRATEGIE RSE DE PIZZORNO ENVIRONNEMENT 17	L'INCLUSION ET LA DIVERSITE.....35	
LES POLITIQUES DE LA STRATEGIE RSE 18	LE MAINTIEN D'UN CADRE DE TRAVAIL DE QUALITE37	
LA CONTRIBUTION DU GROUPE AUX OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE 21	L'ACCOMPAGNEMENT DES EMPLOYES DANS LA MUTATION DES METIERS38	

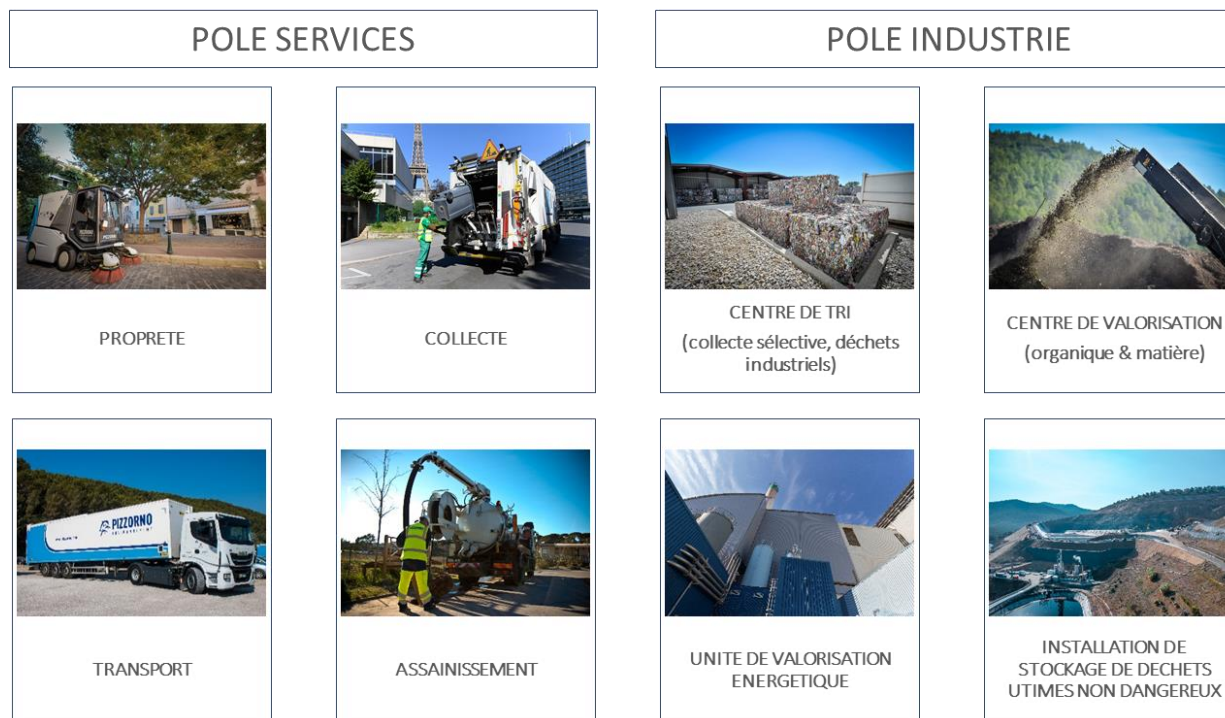
1. Un acteur de l'économie circulaire, engagé dans la transition écologique des territoires

1.1. Des métiers au service d'une mission à impact positif pour la société

LES METIERS DU GROUPE

PIZZORNO Environnement intervient auprès des collectivités et des entreprises dans la gestion des déchets non dangereux et la mise à disposition de solutions de propreté et d'assainissement.

Propreté : Qu'il soit urbain, touristique ou rural, chaque territoire a ses spécificités. La mission de PIZZORNO Environnement est de garantir la propreté des lieux de vie en proposant un service de qualité. Il s'appuie pour cela sur des moyens humains



Les expertises du Groupe Pizzorno Environnement

et technologiques adaptés aux besoins et aux contraintes des collectivités ainsi qu'aux réalités territoriales.

Collecte : Le Groupe organise la collecte des déchets ménagers et la collecte sélective des matières valorisables (emballages recyclables, biodéchets, encombrants...) auprès des collectivités et de leurs groupements et auprès des entreprises.

Pour ce faire, PIZZORNO Environnement dispose d'une expertise reconnue de plusieurs décennies afin de répondre efficacement aux attentes des collectivités et de leurs habitants.

Valorisation : Acteur engagé dans l'économie circulaire, PIZZORNO Environnement participe au cercle vertueux du processus de réemploi visant à

créer des matières premières secondaires. Il exploite à ce titre plusieurs installations permettant :

- **La valorisation matière** : sur les centres et plateformes de tri les matières réceptionnées sont triées et orientées vers les différentes filières de recyclage.
- **La valorisation organique** : le traitement de déchets verts et des biodéchets issus des collectes séparatives permet de produire un compost normé utilisé en agriculture locale.
- **La valorisation énergétique** : le traitement thermique des déchets ménagers en unité de valorisation énergétique permet de produire de la chaleur distribuée en réseau de chauffage urbain et de l'électricité.

Traitement : PIZZORNO Environnement exploite des installations de stockage de déchets non dangereux. Ces dernières réceptionnent les déchets ménagers ultimes non valorisables qui nécessitent un traitement sécurisé et respectueux de l'environnement. Ces installations sont suivies pendant 30 ans après la fin d'exploitation.

¹ Le Groupe est organisé en trois pôles :
Le pôle Services, qui regroupe les activités de collecte, de transport, de nettoyage (par exemple, des espaces publics

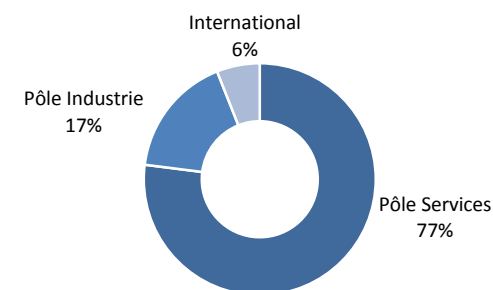
Transports : A travers sa filiale Exa'Rent, PIZZORNO Environnement organise le transport des déchets et des matières valorisables entre les exploitations et les centres de traitement et de valorisation. Etape centrale dans la chaîne de gestion des déchets, la maîtrise de l'activité transport permet une optimisation des déplacements et une réduction des nuisances routières et environnementales. Une partie des transports est réalisée avec des véhicules fonctionnant au GNV.

Assainissement : La société filiale Selfema propose aux collectivités, entreprises et particuliers des services spécialisés d'assainissement et de gestion des déchets liquides. Réactivité, disponibilité et professionnalisme sont les maître-mots de cette activité complémentaires aux métiers du Groupe.

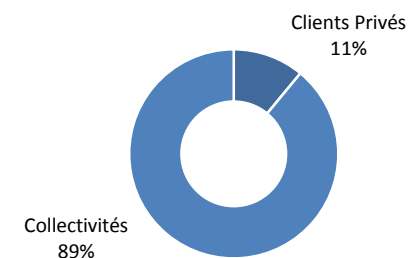
198,7 M€
de chiffre d'affaires¹

comme les marchés alimentaires ou les plages) et d'assainissement
Le pôle Industries, qui comprend les activités de valorisation et de traitement des déchets

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

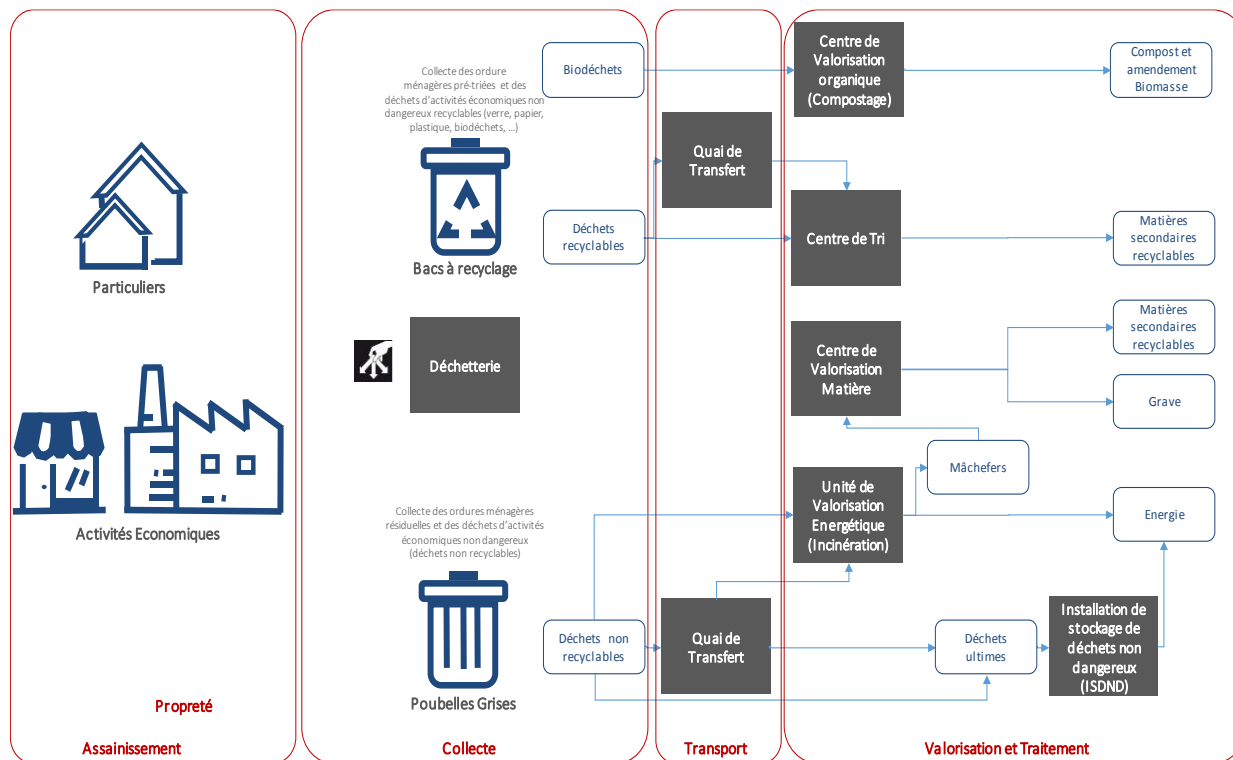


RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TYPOLOGIE DE CLIENTS



Le pôle International, qui centralise les activités de service et industrielles au Maroc.

Acteur de l'économie circulaire engagé dans la transition écologique des territoires œuvrant chaque jour pour offrir un cadre de vie plus agréable et plus sain aux citoyens dans le respect et la protection de l'environnement



La chaîne de valeur de la gestion et de la valorisation des déchets du Groupe Pizzorno Environnement

La mission du Groupe

Pizzorno Environnement intervient au moment clé qu'est la fin de vie des produits et des matériaux. Cette étape est gérée grâce aux activités **de collecte, de valorisation et de traitement des déchets**, faisant du Groupe un **maillon essentiel de l'économie circulaire sur ses territoires d'implantation**.

Bien ancré localement, le Groupe contribue au développement de l'économie locale, à l'amélioration de la qualité de vie des habitants et se place en catalyseur de la **transition écologique des territoires**.

Par ses activités, le Groupe agit via ses clients directs (collectivités et clients privés) auprès des bénéficiaires indirects finaux (foyers, entreprises, associations, etc.) **illustrant ainsi le caractère sociétal et environnemental de sa mission quotidienne**.

DES RELATIONS DE PROXIMITÉ AVEC SES CLIENTS

Pour Pizzorno Environnement, la transition écologique et le développement de l'économie circulaire passent par une **action globale et conjointe** avec ses partenaires. Il nourrit pour cela des **relations durables avec ses clients**.



84%
du chiffre d'affaires couvert
par une certification qualité
ISO 9001

En 2020, Pizzorno Environnement a **bénéficié d'un taux de renouvellement de ses contrats de propreté de 90%**, démontrant la confiance qui lui est portée par ses clients, à l'image de la commune de Saint-Tropez qui a reconduit pour 4 ans le contrat de nettoyage de la ville qui lui était confié depuis 2013. Ces relations de confiance se traduisent aussi dans la **longévité des collaborations**, avec une moyenne de 4 ans pour les contrats de collecte et de 9 ans pour la valorisation et le traitement.

En 2020, le Groupe a également montré sa capacité à recentrer ses activités autour de ses services et actifs les plus rentables, pour mieux **se développer sur de nouveaux marchés** dans ses bassins d'activités

historiques. La signature d'un contrat pour la collecte des biodéchets des 556 cantines de Marseille illustre cette stratégie (voir partie 1.2 sur les biodéchets).

Dans la même dynamique, le Groupe a identifié les services de collecte, de tri et de valorisation des déchets d'activités économiques (DAE) comme un axe important de développement pour 2021, et a acté dès 2020 la création d'une nouvelle offre commerciale PEP'S (« Pizzorno



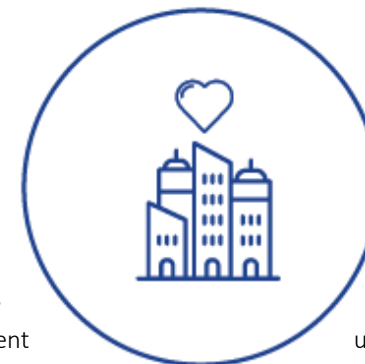
Environnement Professionnels Services») dédiée aux clients industriels. Cette opération intervient après une première filialisation en 2019 : Exa'Rent, pour les activités de transport.

Il est utile de rappeler ici que le Groupe évolue dans un **environnement réglementaire** dont les exigences sont sans cesse renforcées du point de vue des opérations de gestion des déchets et des contrats les encadrant. La proximité que le Groupe cultive avec ses clients est donc un atout déterminant pour **répondre à ce besoin d'adaptation constante**.

UN ACTEUR IMPLIQUÉ DANS LES TERRITOIRES

Participation à la vitalité des territoires

Grâce au maillage territorial important déployé par le Groupe au fil des années sur ses bassins d'implantation historiques, il est devenu un réel contributeur au dynamisme économique, à l'emploi ainsi qu'à la vitalité de ceux-ci. Le Groupe emploie aujourd'hui **2724 personnes** dont **2095** sur ses territoires français (voir partie 3.5). Pizzorno Environnement agit aussi pour l'insertion professionnelle et comptait en 2020 parmi ses effectifs **216 salariés avec des profils « éligibles insertion »** (voir partie 3.3).



Le Groupe entretient un lien de proximité avec les populations pour lesquelles il agit et s'emploie à les impliquer dans son travail de propreté grâce **au déploiement d'applications mobiles** permettant aux citoyens de

suivre les collectes et de signaler des déchets sur la voie publique.

De plus, Pizzorno Environnement a renouvelé en 2020 sa participation au World Clean Up Day qui s'est tenu en septembre à Saint-Raphaël. Mobilisé aux côtés de 150 bénévoles locaux, le Groupe a collecté et traité 260 kilos de déchets durant cette journée.



Signe de son **implication dans le développement de l'économie locale**, le Groupe a créé et décerné en septembre 2020 le tout premier **prix Pizzorno Environnement de l'Economie circulaire** à la start-up cannoise O'Sol. Celle-ci développe des solutions de générateurs solaires déployables en tout lieu pour répondre à des besoins énergétiques spécifiques. Plusieurs fois distinguée, O'Sol a notamment conclu des partenariats avec le Centre national d'études spatiales et Airbus.

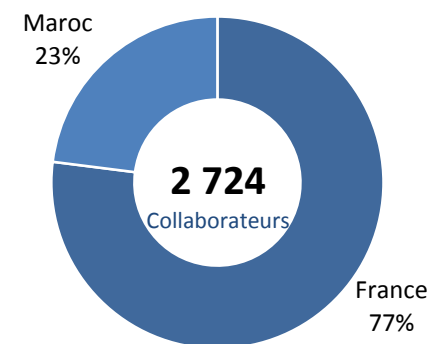
Mécénat et solidarité

Au-delà de ces initiatives ponctuelles, Pizzorno Environnement perpétue des **sponsorings de longue durée et des actions de mécénat**.

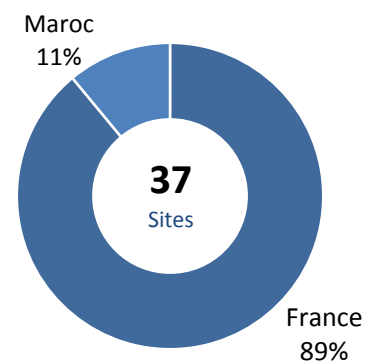
En 2020, le Groupe a **poursuivi ses collaborations historiques et s'est diversifié** en devenant partenaire notamment de la librairie coopérative « Le Bateau Blanc », pour laquelle il a fait un apport au capital. Ce projet coopératif a pour but **la création d'un espace de rencontre dédié à la littérature et à l'écologie**. Le Groupe a aussi pris part à des actions de solidarité locale : suite aux intempéries ayant frappé les vallées de la Vésubie et de la Tinée, la direction a lancé une collecte de produits de première nécessité à destination des agents touchés par les dégâts a participé à une opération de solidarité auprès des sinistrés.

L'ancrage territorial de Pizzorno Environnement

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



RÉPARTITION DU NOMBRE DE SITES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



DES ACTIVITES ESSENTIELLES DE SERVICE AU PUBLIC – FOCUS SUR LA CRISE DE LA COVID-19

Si la crise de la Covid-19 a impacté les activités de Pizzorno Environnement sur l'année 2020, elle a surtout révélé **la nature essentielle du service au public** qu'elles constituent. Ainsi, tout au long de l'année, **la priorité du Groupe a été avant tout d'assurer la sécurité de ses collaborateurs** afin qu'ils puissent mener à bien leur mission de nettoyage, de collecte et de traitement des ordures ménagères, en limitant autant que possible le risque de contamination.



Pour cela, **le Groupe a su adapter sa gouvernance** afin de faciliter les échanges entre la direction et les équipes de terrain et permettre une communication rapide des mesures à adopter par le personnel. Des réunions quotidiennes ont été instituées et plus de 40 flashs informations ont été envoyés aux équipes sur une période de **5** mois. **Plusieurs mesures ont été mises en place pour limiter les risques de contamination** : échelonnement des collectes et du passage des employés aux vestiaires pour garantir la distanciation sociale, installation de parois en plexiglass dans les cabines des camions de collecte, distribution de gels hydroalcooliques une fois les stocks disponibles, achats de masques (dont ceux adaptés aux personnes malentendantes), rotation des équipes administratives pour n'avoir qu'une personne à la fois dans un même bureau, etc.

Le Groupe souhaite **souligner à nouveau l'extraordinaire mobilisation** dont ont fait preuve l'ensemble de ses collaborateurs pour maintenir la continuité des activités, avec pour preuve l'absence d'exercice du droit de retrait entre mars et juin, et ce dans un contexte particulièrement éprouvant. Cette mobilisation s'est diffusée jusqu'à son actionnaire principal, qui a choisi de **renoncer en 2020 à ses dividendes**. Cela a permis au Groupe de **marquer plus encore sa reconnaissance** en accordant en juin 2020 **la prime PEPA à hauteur de 750 € net** à tous les agents de terrain ayant travaillé pendant la durée du premier confinement en France. Un grand nombre d'utilisateurs et plusieurs collectivités ont également apporté des marques fortes de **gratitude** aux équipes de collecte au travers de mots laissés sur le passage des camions, de lettres adressées au Groupe, etc.

1.2. La gestion des déchets, maillon d'une économie locale bas carbone

Les activités du Groupe remplissent un rôle sociétal fort en participant à rendre les espaces de vie plus propres, plus sains et plus agréables pour leurs usagers. Elles constituent aussi un **véritable levier pour contribuer au développement d'une économie bas carbone dans les territoires**. Selon une récente étude menée par la FNADE², elles contribuent à l'évitement d'émissions de gaz à effet de serre (GES) grâce notamment au **recyclage**, qui permet de limiter l'extraction de ressources naturelles vierges, et à la **valorisation énergétique** qui permet de réduire localement le recours à des énergies nouvellement produites.

Par extension, la gestion des déchets joue aussi un rôle important dans la préservation des ressources naturelles.

En France, la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV 2015), désormais transposée dans le Code de l'Environnement a

² Etude « Contribution du secteur des déchets à la décarbonation de l'industrie et des territoires » réalisée

actionné ce levier au travers de deux objectifs phares :

- Réduire de 50% d'ici 2025 le stockage des déchets ménagers non dangereux par rapport aux volumes stockés en 2010
- Atteindre 65% de recyclage pour les déchets non dangereux non inertes à horizon 2025.



Ces objectifs ont depuis été renforcé par la Loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

Dans ce cadre, le Groupe maintient ses efforts pour valoriser une part toujours plus importante de

par la Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement (FNADE) et Deloitte en 2020

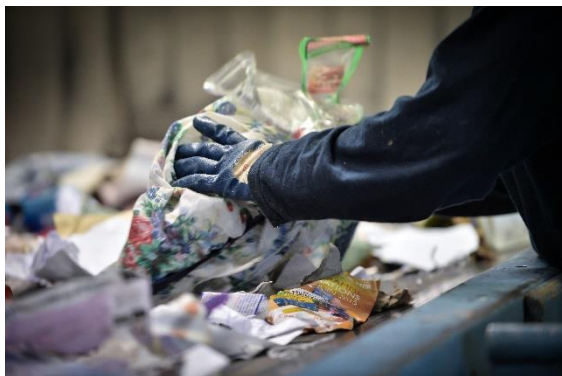
déchets non dangereux en matières et en énergie, et pour réduire davantage le recours à l'enfouissement.

DE LA COLLECTE A LA VALORISATION, LA CHAÎNE DES DECHETS PAR PIZZORNO ENVIRONNEMENT

Les déchets entrent **dans la chaîne de gestion lors de la collecte**, activité par laquelle le Groupe joue un rôle essentiel dans la propreté des territoires. Cette collecte peut se faire en porte à porte, en point d'apport volontaire et en déchetterie. Selon leur nature, les déchets collectés sont ensuite orientés vers des sites de traitement et de valorisation.

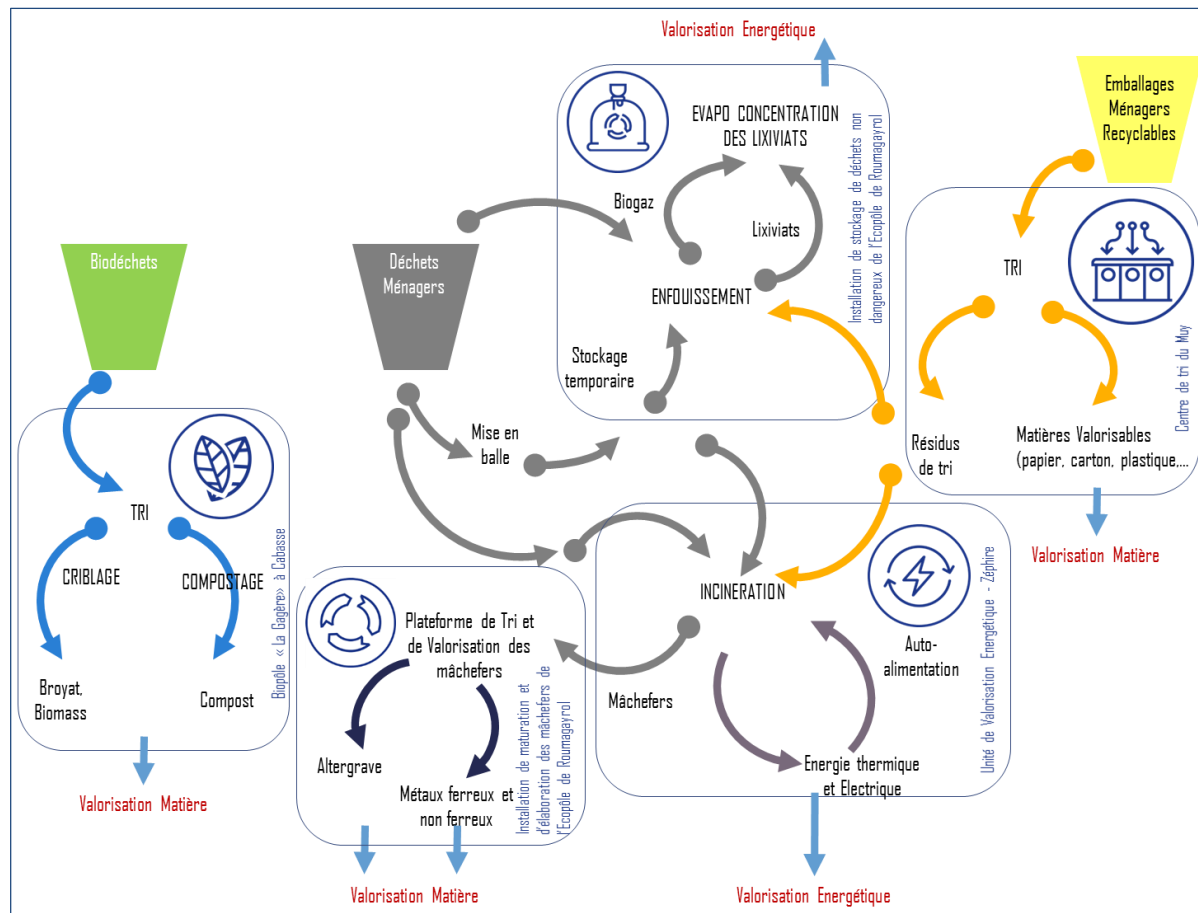
Les **déchets provenant de collectes dites sélectives ainsi que les déchets d'activités économiques (DAE)** sont dirigés vers des centres où le Groupe assure le tri des matières premières secondaires telles que le papier, les métaux, les plastiques ou encore le verre. Le processus combine des opérations de tri mécanique et manuel qui vont permettre de **séparer**

les différents flux de matières avant leur **expédition vers des filières de recyclage adaptées**. Il s'agit ici de **valorisation dite matière**.



Les **déchets organiques collectés de manière séparative** (déchets verts et biodéchets alimentaires) intègrent des cycles de valorisation matière pouvant être transformés en biomasse, en matière fertilisante ou en compost.

Les déchets ménagers ainsi que les DAE ultimes non dangereux, sont acheminés jusqu'à une **unité de valorisation énergétique** pour y être incinérés. Leur combustion génèrera de la chaleur ainsi que de la production d'énergies électrique et thermique ensuite injectées dans des réseaux locaux. Il s'agit là de **valorisation énergétique**.



Les mâchefers résultant de l'incinération des déchets sont traités sur une plateforme dédiée pour extraire les **matériaux recyclables ferreux et non ferreux** et produire des graves, matières premières

secondaires valorisables en travaux publics notamment en sous-couches routières ou pour des remblais.



Arrivés en bout de chaîne, certains déchets ne trouvant pas de filière de valorisation matière ou énergie sont alors traités par **stockage**. **Le Groupe a recours à l'enfouissement dans les ISDND³ d'Aboncourt (57) et d'Azur Valorisation (Pierrefeu-du-Var, 83)**. Seuls les déchets non dangereux ultimes y sont admis. Le site de Pierrefeu-du-Var a fait l'objet de travaux en 2020 pour la création d'un nouveau casier de stockage, finalisé en septembre 2020.

³ Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux

LE DEVELOPPEMENT DE LA COLLECTE DES BIO-DECHETS ET DE LA VALORISATION ORGANIQUE

Compte-tenu de l'échéance de décembre 2025 qui les rendra obligatoire à l'ensemble de la population, **la collecte et la valorisation des bio-déchets est un axe de développement fort** pour Pizzorno Environnement. Conscient de son rôle dans la création de débouchés territoriaux pour ce type de déchets, le Groupe poursuit ses investissements dans des installations de valorisation organique, à l'image de son centre de compostage historique de Cabasse.



En 2020, le Groupe a **poursuivi le déploiement de son expertise** sur cette nouvelle activité :

- Il a signé un contrat de collecte des bio-déchets des écoles primaires de Marseille.
- Il s'est engagé auprès d'enseignes de la grande distribution et de la restauration rapide pour collecter et traiter leurs invendus alimentaires.
- Enfin, il a poursuivi l'extension de sa collecte des bio-déchets de particuliers à Grenoble avec l'ajout de 80 000 habitants à son périmètre. Pour rappel, des bio-seaux et des bacs spécifiques sont distribués à chaque foyer concerné afin qu'il puisse opérer le tri en amont. Les bio-déchets sont ensuite acheminés dans une usine pour être compostés, en attendant la réalisation d'un projet de méthaniseur.

Selon l'étude de la FNADE (2020), la valorisation organique constitue elle aussi un levier d'évitement d'émissions de gaz à effet de serre au même titre que le recyclage et la valorisation énergétique. En effet, l'usage de compost évite l'emploi de fertilisants azotés de synthèse et le rejet de gaz à effet de serre liés à leur production. Il contribue aussi au stockage de CO₂ dans les sols.



758 421
Tonnes
de déchets collectés



179 024
Tonnes
de matières valorisées



155 435
MWH
d'énergie produite

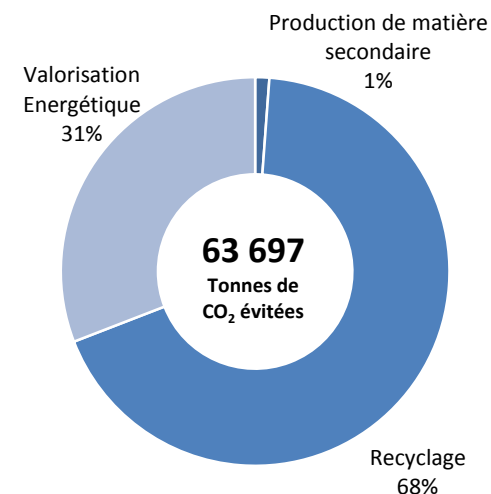
DES SOLUTIONS PERMETTANT DE CONTRIBUTER A UNE ECONOMIE BAS CARBONE

Le Groupe s'appuie sur le cœur de ses activités pour valoriser le gisement local que sont les déchets. Ce faisant, il apporte des solutions bas carbone pour la production d'énergie et la production de biens à partir de matériaux recyclés et a un **rôle croissant à jouer dans la transition écologique**.

Pour quantifier sa capacité à participer au développement d'une économie locale bas carbone, le Groupe évalue chaque année les émissions de gaz à effet de serre qu'il a contribué à éviter. Ce calcul est fait sur la base d'un **scénario de référence** défini par l'ADEME et qui correspond au scénario le plus probable qui se tiendrait si les solutions apportées par Pizzorno Environnement n'existaient pas.

Prenons l'exemple du plastique PET : le Groupe permet la mise sur le marché de PET recyclé dont les émissions de production sont évaluées à 0,2 Tonne équivalent CO₂ par tonne, là où la production de PET vierge en émet 3,3. Le scénario de référence est ici l'usage de PET vierge, et les émissions que contribue à éviter l'usage d'une tonne de PET recyclé en lieu et place de PET vierge sont estimés à 3,1 Tonnes équivalent CO₂.

CONTRIBUTION DES FILIÈRES DE VALORISATION AUX ÉMISSIONS ÉVITÉES



Le groupe agit pour une économie bas carbone sur l'ensemble de la chaîne de gestion des déchets

Pizzorno Environnement, au travers de son activité en France, a contribué en 2020, à éviter l'émission de **63 697 Tonnes équivalent CO₂** en incluant **451 007 Tonnes** de déchets dans une boucle permettant de limiter le besoin en énergie et en matières premières

2. Le profil du Groupe et sa politique en matière de responsabilité environnementale, sociale et sociétale

2.1. Le profil du Groupe

UNE ENTREPRISE FAMILIALE

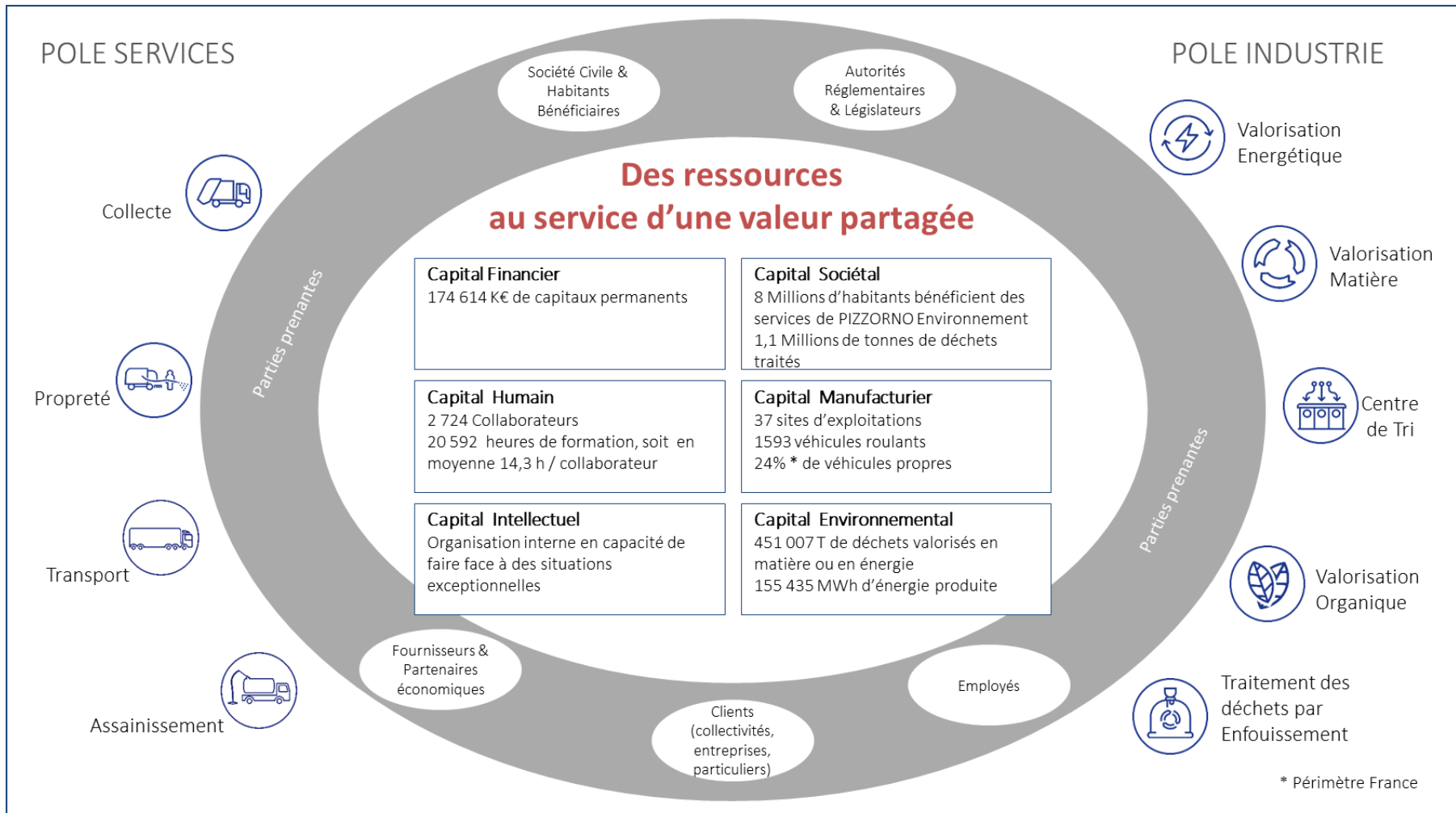
Pizzorno Environnement est une entreprise familiale indépendante fondée à Draguignan en 1974 par Francis Pizzorno, qui portait un engagement profond en faveur de **l'amélioration de la qualité de vie des territoires** qui se résume ainsi : **« Œuvrer chaque jour pour offrir un cadre de vie plus agréable et plus sain aux citoyens dans le respect de l'environnement »**. Le Groupe s'est développé dans la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur avant de s'implanter dans les métropoles de Lyon, Paris ou encore Grenoble. Il est également présent au Maroc.



Le Groupe est attaché à son **indépendance de gestion** et reste engagé pour **une création de valeur partagée**, portée par la vision de la famille fondatrice au travers de Magali Devalle, Présidente, et de Frédéric Devalle, Directeur Général, tous deux issus de la deuxième génération de la famille Pizzorno. François et Jean-Charles Devalle, représentants la troisième génération, ont intégré l'entreprise respectivement en 2013 et 2019.

LA CREATION DE VALEUR DU GROUPE

Pizzorno Environnement interagit avec son écosystème pour créer de la valeur pour lui-même et pour ses parties prenantes, à travers un ensemble de capitaux connectés et interdépendants. Le Groupe se développe autour de **3 axes stratégiques** qui participent notamment à l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre de la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte en France (LTECV, 2015) et de la Loi n° 2020-105 du 10/02/2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.



UNE ENTREPRISE RESPONSABLE

Sur tous ses territoires d'implantation, Pizzorno Environnement s'engage à **respecter les réglementations internationales et locales** en matière de droit du travail, de protection de l'environnement ou encore de droit fiscal. Fort de son histoire et de ses valeurs, le Groupe se mobilise en permanence pour **agir de façon responsable et éthique**. Pour cela, il a mis en œuvre des actions structurantes au fil des années :



2006 Définition de la charte SQE et désignation de coordinateurs SQE

2008 Adhésion au Global Compact des Nations Unies

2010 Définition d'une politique d'achats locaux et responsables et définition d'une charte d'engagements des fournisseurs à signer annuellement

2013 Mise en place d'un réseau de plus de trente référents dans toutes les entités du Groupe pour coordonner le déploiement de la démarche développement durable

2017 Elaboration d'un code de conduite interne

Définition d'une politique biodiversité s'appliquant à tous les sites sensibles du Groupe (3 axes : assurer un suivi de l'évolution de la biodiversité, préserver la biodiversité des écosystèmes au travers de partenariat avec les parties prenantes locales, mettre en œuvre des plans d'actions biodiversité sur 100% des sites écologiquement sensibles du Groupe)

2018 Mise en place de la RGPD

2019 Définition d'une politique partenariats

Définition d'une feuille de route sécurité avec 4 grands volets : leadership du management, traquer les situations dangereuses, débanaliser et capitaliser sur les accidents, communiquer efficacement pour développer la culture de la prévention

Élections du CSE rassemblant vingt-six personnes représentant les agences et sites du Groupe en France

2020 Mise à jour de la formation anti-corruption avec un déploiement programmé sur l'année 2021

Preuve de son engagement pour être et rester une entreprise responsable, Pizzorno Environnement a obtenu la **note ESG de 67/100** à l'évaluation de la performance RSE Gaia Rating, se plaçant au-dessus de la moyenne des entreprises évaluées sur son secteur.



2.2. Le développement durable au cœur de la stratégie de Pizzorno Environnement

Pizzorno Environnement est un acteur économique important dont les activités se caractérisent par leur lien avec les territoires et les parties prenantes. Le Groupe considère que l'intégration des enjeux de RSE dans sa stratégie n'est possible que grâce à un **dialogue permanent et de qualité avec l'ensemble de cet écosystème**. Il a pour cela mis en place des modes d'échange différenciés en fonction des acteurs et des enjeux.






























Ces relations de proximité renforcent l'ancrage local du Groupe et lui permettent de saisir les évolutions des enjeux, des opportunités et des risques liés au développement durable.



LES ENJEUX RSE, LES OPPORTUNITES & RISQUES ASSOCIES

Une analyse de matérialité réalisée en 2018 (voir annexe 4.2) a permis au Groupe d'identifier 24 enjeux importants, très importants ou critiques répartis en 5 catégories de risques et opportunités⁴ :

L'ensemble des enjeux sont traités dans le rapport. Les risques et opportunités associés aux enjeux majeurs les plus prioritaires pour le Groupe (c'est-à-dire les enjeux très importants et les enjeux critiques dont le seuil de criticité pour PIZZORNO Environnement a été évalué à plus de 2,78 sur 4) sont mis en perspectives avec les politiques, les principales mesures de maîtrise et solutions apportées et les résultats de ces politiques.

Enjeux importants	Enjeux très importants	Enjeux critiques
 Droits de l'homme	 Dialogue avec les Parties Prenantes	 Economie circulaire
 Dialogue social	 Santé et sécurité au travail	 Qualité du service et satisfaction clients
 Adaptation au changement climatique	 Développement socio-économique des territoires	 Gouvernance
 Diversité et insertion	 Formation et développement des compétences	 Lutte contre la corruption et éthique des affaires
 Achats responsables	 Digitalisation	 Prévention des pollutions des eaux et des sols
 Ressources en eau	 Lutte contre le changement climatique	 Innovation, R&D
 Déchets dangereux	 Consommation et efficacité énergétique	 Gestion des espaces et prévention de la biodiversité
 Capital naturel  Climat & Energie  Innovation & Adaptation  Gouvernance, Ethique & Parties Prenantes  Sécurité & Qualité de vie		
Catégories de risques et opportunités		
		 Prévention des nuisances et sécurité des services
		 Réduction des émissions atmosphériques
		 Utilisation des transports propres et alternatifs

⁴ Cette cartographie des risques inclut les thématiques requises par la réglementation relative au reporting sur la performance extra-financière appliquée au Groupe Pizzorno Environnement, à savoir : les conséquences sociales de son activité, les conséquences environnementales, les effets de cette activité

quant au respect des droits de l'Homme et à la lutte contre la corruption. En revanche, et conformément à la réglementation, certaines thématiques n'ont pas été jugées suffisamment pertinentes au regard des activités du Groupe pour figurer dans ce rapport : il

s'agit de la lutte contre le gaspillage alimentaire, la lutte contre la précarité alimentaire, le respect du bien-être animal, l'alimentation responsable, équitable et durable.

LA STRATEGIE RSE DE PIZZORNO ENVIRONNEMENT

Pour agir sur ces 5 grandes catégories, le Groupe s'est doté en 2018 d'une nouvelle politique RSE structurée autour de 4 grands axes et 12 engagements :

Grâce aux engagements pris, le Groupe se positionne pour **accroître ses externalités positives tout en minimisant ses externalités négatives**. Il est à noter que les objectifs fixés par cette stratégie sont aujourd'hui en cours de redéfinition dans le cadre de **réflexions stratégiques** amorcées en 2020 par la direction de Pizzorno Environnement et son actionnaire principal. Ces réflexions portent prioritairement sur les possibilités de renforcer les moyens humains, techniques et financiers du Groupe afin d'étendre ses compétences pour mieux saisir les opportunités offertes par l'accélération de la transition écologique dans les territoires et le développement de l'économie circulaire.



La gouvernance de la RSE

La stratégie et les indicateurs de performance sociale et environnementale sont **revus annuellement par les membres du comité de direction**. La mise en œuvre de la démarche RSE est portée par la responsable du service Audit interne et RSE, directement rattachée à la Direction Financière, et qui anime également le réseau de référents RSE du Groupe.

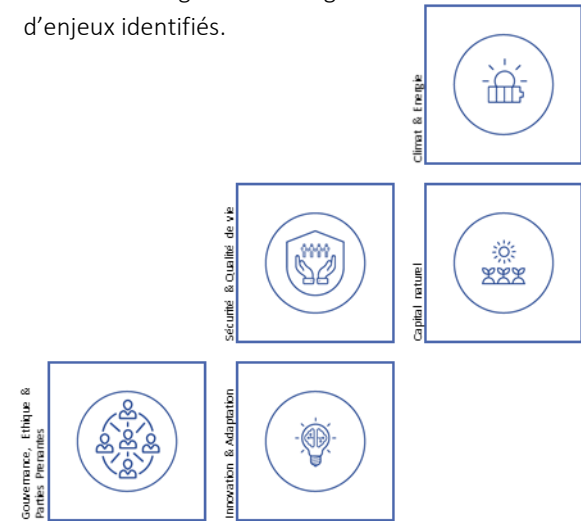


De plus, **l'ensemble des collaborateurs sont mobilisés dans le déploiement de la stratégie RSE**, les engagements étant déclinés et intégrés dans les systèmes de management à travers des indicateurs et des procédures spécifiques.

Le présent rapport est conçu par le comité RSE du Groupe, dirigé par la responsable dédiée et accompagné par un cabinet de conseil spécialisé, externe et indépendant : Utopies.

LES POLITIQUES DE LA STRATEGIE RSE

La stratégie RSE a été suivie de la définition de politiques permettant d'agir spécifiquement sur chacune des grandes catégories d'enjeux identifiés.



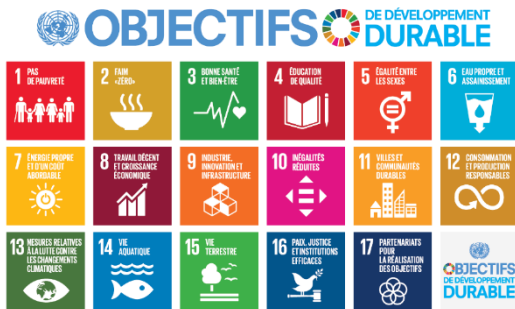
Les principales mesures mises en œuvre sont décrites dans les tableaux ci-dessous.

Opportunités et risques	Principales mesures de maîtrise et solutions apportées
CLIMAT ET ENERGIE	
<p>Opportunités : développement des activités liées à l'économie circulaire et à la mobilité durable, augmentation de la part des déchets valorisés et des émissions de GES évitées, contribution à l'écologie industrielle et territoriale</p> <p>Risques : Obsolescence des investissements, nouvelles réglementations en matière de traitement des déchets, évolution des coûts des matières, dégradation des installations en lien avec les conditions climatiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre d'innovations testées et robustes pour la collecte, la valorisation et le traitement des déchets afin de faciliter le geste de tri, accroître la captation et le recyclage des matières, et réduire la part de déchets enfouis (voir parties 1.2, 3.1, 3.2 et 4.5) • Mesures visant à éviter la production des gaz à effet de serre, réduire l'usage d'énergies fossiles et améliorer l'efficacité énergétique des installations (voir partie 3.1) • Poursuite de l'électrification de la flotte de véhicules légers (voir partie 3.1)
CAPITAL NATUREL	
<p>Opportunités : Performance opérationnelle, continuité des services, acceptation sociétale et reconnaissance des services rendus, amélioration de l'image de l'entreprise</p> <p>Risques : Pollution de l'air, des eaux et des sols, perte de la biodiversité, mise en cause de la responsabilité de l'entreprise, perte d'autorisation d'exploiter, coût de remédiation, dégradation de l'image de l'entreprise</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les sites du Groupe sont encadrés par un système de management environnemental afin de piloter et minimiser l'impact des activités sur l'environnement et les nuisances auprès des riverains (voir partie 3.2) • Investissement pour traiter les rejets atmosphériques et aqueux des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), conformément à la réglementation en vigueur (voir partie 3.2) • Amélioration de l'efficacité opérationnelle pour préserver la ressource en eau et la qualité des sols (voir partie 3.2) • Politique biodiversité pour préserver des écosystèmes sur 100% des sites sensibles du Groupe au travers de partenariats avec les parties prenantes locales (voir partie 3.2)
GOVERNANCE, ETHIQUE ET PARTIES PRENANTES	
<p>Opportunités : Création de valeur partagée et durable, instauration de relations transparentes et de confiance avec les parties prenantes, ancrage territorial</p> <p>Risques : Pertes de marchés, mise en cause de la responsabilité de Pizzorno Environnement, dégradation de la relation client, atteinte à l'image de l'entreprise</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dialogue constructif et différencié avec l'ensemble des parties prenantes (employés, collectivités, etc.) (voir partie 2.2) • Mise en œuvre d'une politique Sécurité Qualité Environnement et déploiement d'un système de management de la qualité ISO 9001 (voir partie 1.1)

Opportunités et risques	Principales mesures de maîtrise et solutions apportées
INNOVATION ET ADAPTATION	
<p>Opportunités : Services innovants, différenciation sur le marché, amélioration de l'efficacité des services, développement de l'économie circulaire, développement des compétences des collaborateurs</p> <p>Risques : Obsolescence des actifs, perte de parts de marchés, inadéquation des compétences aux besoins</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Digitalisation de l'offre de service et investissement dans de nouvelles technologies pour répondre aux enjeux de la transition énergétique et écologique (voir partie 1.1, 3.1, 3.2 et 4.5) • Développement d'outils digitaux de communication avec les citoyens et ouverture de comptes sur les réseaux sociaux (voir parties 1.1 et 3.1) • Accompagnement des hommes et des femmes dans la mutation des métiers (voir partie 3.5)
SECURITE ET QUALITE DE VIE	
<p>Opportunités : Identification de Pizzorno Environnement comme un acteur engagé des territoires et contribuant à un meilleur cadre de vie, partage de création de valeur, bien-être au travail</p> <p>Risques : Accidents, baisse d'engagement des collaborateurs, santé publique et nuisances, risque pour l'image de l'entreprise</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Déploiement d'une politique en faveur d'une mobilité durable plus propre, plus sûre et plus silencieuse (voir parties 3.1 et 3.4) • Favorisation de l'insertion professionnelle et engagement pour l'égalité des chances (voir parties 1.1 et 3.3) • Engagement en faveur d'initiatives citoyennes et participation active à des projets locaux (voir partie 1.1) • Renforcement de la culture santé et sécurité au travail avec la définition d'objectifs déclinés par agence et conditionnant les primes d'intéressement (voir partie 3.4)

LA CONTRIBUTION DU GROUPE AUX OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Définis en 2015 par les états membres de l'ONU, les Objectifs de Développement Durable forment le chemin à suivre pour aller vers une croissance « verte » et équitable. Au total, 17 objectifs et 169 cibles ont été identifiés pour 2030.



Pizzorno Environnement est à la fois acteur de ces ODD par le biais de ses stratégies opérationnelles, mais aussi accompagnateur de ses parties prenantes dans leurs initiatives pour y contribuer.

Les 4 grands piliers de la stratégie RSE de Pizzorno Environnement lui permettent de contribuer activement aux cibles des **5 ODD suivants** :

ODD 8, cible 5 :

D'ici à 2030, parvenir au **plein emploi productif** et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un **travail décent** et un **salaire égal** pour un travail de valeur égale

ODD 11, cible 6 :

D'ici à 2030, **réduire l'impact environnemental** négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la **qualité de l'air** et à la gestion, notamment municipale, des **déchets**

ODD 12, cible 5 :

D'ici à 2030, réduire nettement la production de **déchets** par la **prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation**

ODD 13, cible 1 :

Renforcer, dans tous les pays, la **résilience et les capacités d'adaptation** face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat

ODD 15, cible 5 :

Prendre d'urgence des mesures énergiques pour **réduire la dégradation du milieu naturel**, mettre un terme à l'appauvrissement de la **biodiversité** et, d'ici à 2020, protéger les **espèces menacées** et prévenir leur extinction



Canche de Provence (*Aira provincialis*) – Photo © BIOTOPE.

LA CONTRIBUTION DES 4 AXES DE LA POLITIQUE RSE DU GROUPE AUX OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

I. Construire des relations de confiance et durables



IV. Agir pour le cadre de vie des territoires

Le Groupe contribue à créer un environnement propre et durable en ville par la collecte et le traitement des déchets de de **8 millions** d'habitants citoyens en France et au Maroc, et par l'assainissement de leurs lieux de vie. En 2020, il a collecté **758 421** tonnes de déchets en France

Le Groupe mène une politique de mobilité propre et durable pour limiter l'impact de ses activités sur la qualité de l'air. Il gère une flotte en France composé de **24%** de véhicules électriques ou fonctionnant au GNV ou bio-GNV dans la flotte



III. Valoriser les Hommes et l'emploi

Le Groupe s'engage pour l'insertion professionnelle en son sein et contribue à la vitalité économique et sociale des territoires en créant notamment des emplois locaux.

- ▶ **1294** embauches en 2020
- ▶ **216 employés** en France avec un profil éligible à l'insertion professionnelle

II. Innover au service de la transition écologique



Le Groupe assure la collecte, la valorisation et le traitement des déchets. Il associe les acteurs de ses territoires pour développer une économie circulaire et sensibiliser les citoyens.

- ▶ **451 007** tonnes déchets valorisés en matière ou énergie, soit **78%** des déchets traités

Le Groupe met en œuvre une politique de réduction de ses émissions directes de gaz à effet de serre et contribue à éviter des émissions de CO2 au travers de ses activités de recyclage, d'incinération et de compostage (voir partie 1.2).

- ▶ **626** Tonnes équivalent CO2 économisées grâce à l'emploi d'énergie verte.
- ▶ Le Groupe contribue à éviter **63 697** tonnes équivalent carbone



Le Groupe contribue à préserver les milieux naturels par le traitement des déchets produits et met en œuvre des politiques pour réduire l'impact de ses activités sur les eaux, les sols et la biodiversité

- ▶ Préservation des eaux et des sols sur les sites de stockage par la mise en place de barrières active/passive des sols, le traitement de **237 795 m³** de lixiviats et la mise en place de plan de surveillance des rejets aqueux sur les sites sensibles
- ▶ **100%** des sites écologiquement sensibles sont couverts par la politique biodiversité du Groupe et sur lesquels sont menées des actions selon le principe « Éviter – Réduire - Compenser »
- ▶ Inventaire initial faune/flore sur l'ensemble des sites et suivi des évolutions du milieu naturel
- ▶ Préservation de 100ha de forêt sur le site de Cabasse

3. Les résultats de la stratégie RSE du Groupe

3.1. La réduction de l'impact sur le dérèglement climatique

Les activités de Pizzorno Environnement contribuent à une meilleure utilisation des ressources au service de la transition écologique et sont porteuses de solutions pour répondre à un enjeu fondamental du XXIème siècle : la lutte contre le changement climatique.

L'Accord de Paris adopté lors de la COP21 en décembre 2015 a fixé un objectif international de limitation du réchauffement climatique à 2°C par rapport aux températures préindustrielles. En France, la LTECV (2015) comprend un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990.

Dans ce contexte, la lutte contre le changement climatique apparaît comme l'un des enjeux les plus matériels pour Pizzorno Environnement, qu'il adresse à travers 2 engagements :

- Réduire ses émissions carbone sur les trois scopes et,
- Améliorer sa contribution à l'évitement d'émissions de GES grâce à ses activités.

LA REDUCTION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Les principaux leviers de réduction des émissions de CO₂

Pizzorno Environnement a mis à jour en 2020 son **Bilan Carbone® pour les scopes 1,2 et 3** sur son périmètre France sur la base des données 2019 en suivant au plus près la méthodologie de l'ADEME. Les résultats de ce bilan ont montré que les principaux leviers de réduction des émissions CO₂ du Groupe résidaient dans la maîtrise de la quantité de biogaz diffus émis par le stockage, dans la poursuite du développement de la valorisation matière et énergie, ainsi que dans l'intensification de la performance opérationnelle.

BILAN CARBONE® :

SCOPES 1,2 ET 3

Le scope 1 correspond aux émissions de GES directes, provenant de sources détenues par l'entreprise (utilisation de combustibles, émissions fugitives de méthane dans les installations de stockage des déchets, émissions générées par l'incinération des déchets dans l'UVE).

Le scope 2 correspond aux émissions de GES indirectes résultant de l'importation d'électricité, de chaleur ou de vapeur sur le lieu de production. Pour PIZZORNO Environnement, il s'agit principalement de la consommation d'électricité.

Le scope 3 comprend les autres émissions indirectes de GES, résultant des activités de l'entreprise mais dont la provenance ou le contrôle appartient à des entités qui lui sont extérieures. Pour le Groupe, le scope 3 amont inclut par exemple les achats de produits et de services, les immobilisations, les déplacements professionnels et les déplacements domicile-travail, tandis que le scope 3 aval inclut le transport de marchandises aval et les déchets gérés par le Groupe qui sont éliminés dans des sites pour lesquels le Groupe n'a pas de contrôle opérationnel.

Les émissions de gaz à effet de serre

En 2020, les activités du Groupe ont émis, sur le scope 1&2, **142 978 TCO₂eq**, soit une baisse de **14 %** par rapport à 2019.

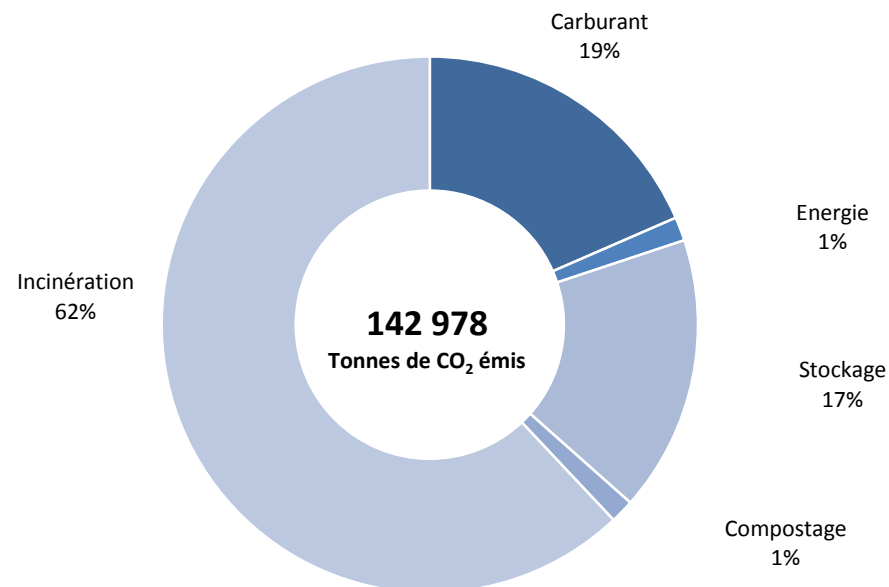
	2018	2019	2020
Tonnes de CO ₂ émis ⁵	172 635	167 196	142 978

A noter : les données 2020, 2019 et 2018 sur les émissions de gaz à effet de serre ont été évaluées et mises à jour avec les facteurs d'émissions disponibles dans la version V19.0 de la Base Carbone[®] de l'ADEME

Pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, le Groupe active différents leviers : le développement de la mobilité durable, la réduction de sa consommation d'énergie, l'utilisation des énergies renouvelables, l'installation de réseaux de captage de biogaz au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation des ISDND et la mise en place de couverture sur les sites qui ne sont plus en exploitation.

⁵ Valeurs mises à jour avec les facteurs d'émissions disponibles dans la version V19.0 de la Base Carbone[®] de l'ADEME

PROFIL CARBONE (SCOPES 1&2) PART DE CO₂ ÉMIS



La réduction des émissions de gaz à effet de serre du Groupe mesurée en 2020 est principalement liée à la réduction des émissions de biogaz diffus sur les trois installations de stockage en France suite à

d'importants travaux de couverture des alvéoles (voir partie 3.1).

Développement de la mobilité durable

En 2020, le Groupe a poursuivi ses efforts pour **réduire ses émissions de gaz à effet de serre** en maintenant la part de sa flotte de véhicules roulant au bio-GNV, **énergie renouvelable** qui réduit de 80% les émissions de CO₂ par rapport au diesel ; en poursuivant l'**électrification** de sa flotte de véhicules légers et en déployant des applications de géoguidage pour optimiser les tournées de collecte.

	2018	2019	2020
Part de véhicules propres dans la flotte du Groupe en France	20%	22%	24%

Les consommations d'énergie et achat d'énergie verte

En 2020, les activités du Groupe ont généré une consommation globale d'énergie (électricité et chaleur) de **16 400 MWh** dont **17%** d'électricité verte. La flotte de véhicules du Groupe a consommé **6 998 193 litres** de carburant liquide et **1 639 T** de GNV dont **14%** de bio-GNV.

UVE DE TOULON : UNE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE

En matière de **consommation électrique**, Pizzorno Environnement a mis en place sur l'UVE de Toulon un système de management de l'énergie et bénéficie désormais de la **certification ISO 50 001**. Dans ce cadre, le Groupe a pris les 3 engagements suivants :



Réduire d'ici 2021 de 3% les consommations énergétiques

Optimiser la performance énergétique par la fiabilisation de la conduite et de la maintenance de l'exploitation
Privilégier l'achat de produits et de services économes en énergie, en phase de conception mais aussi de renouvellement

En 2020, le Groupe a réduit la consommation d'énergie de l'UVE de **12%** par rapport à 2019. L'UVE de Toulon représente aujourd'hui **49%** de la consommation totale d'énergie du Groupe.

Les consommations d'énergie du Groupe en 2020	2018	2019	Résultat 2020
Somme des consommations d'électricité et de chaleur	18 718 MWh	20 546 MWh dont 15% d'électricité verte	16 400 MWh dont 17% d'électricité verte
Consommations de GNV et de bio-GNV	1 922 T	1 766 T dont 18% de bio-GNV	1 639 T dont 14% de bio-GNV
Consommations de Gaz Non Routier	1 334 707 L	1 100 225 L	1 026 346 L
Consommations de gasoil et Biodiesel	5 996 696 L	6 320 935 L	5 932 751 L
Consommations d'essence (SP et E85)	41 716 L	34 800 L	39 096 L

LA CONTRIBUTION A L'ÉVITEMENT D'ÉMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

En plus d'agir sur ses propres émissions de GES, le Groupe contribue à l'évitement d'émissions en dehors de son périmètre d'activité en produisant :

- **Des matières recyclées** dans ses centres de tri et de valorisation matière, qui auraient dû sans cela être obtenues par l'extraction et la transformation de matières vierges ;
- **De l'énergie électrique et thermique** grâce à la valorisation énergétique, évitant ainsi la consommation d'énergies fossiles ;
- **De matière secondaire** comme **le compost à partir de bio-déchets**, qui évite l'emploi de fertilisants azotés de synthèse et le rejet de gaz à effet de serre liés à leur production ou comme la production de biomasse.

Au cours de l'année 2020, le Groupe a contribué à éviter **63 697 tonnes de CO₂**. Ce résultat affiche une **baisse** de **4%** par rapport aux résultats de 2019, ce qui s'explique par la **baisse** du tonnage de déchets valorisés en matière suite au non renouvellement du marché de délégation de service public d'exploitation du centre de tri de Grenoble.

Indicateurs de performance sur la contribution à l'évitement d'émissions de GES	2019	2020
Tonnes de CO ₂ que le Groupe a contribué à éviter	66 619 TCO ₂ évitées	63 697 TCO ₂ évitées
Tonnes de déchets valorisés en matière ou en énergie	638 735 T valorisées	451 007 T valorisées

Contribuer à l'évitement de GES au titre de la valorisation matière

En 2020, Pizzorno Environnement a valorisé **179 024** tonnes de déchets dont près de 88 % ont intégré une filière de recyclage (mâchefers, papier et carton, verre, bois, métaux ferreux et non ferreux, plastiques et autre) ou ont été convertis en combustible (biomasse).

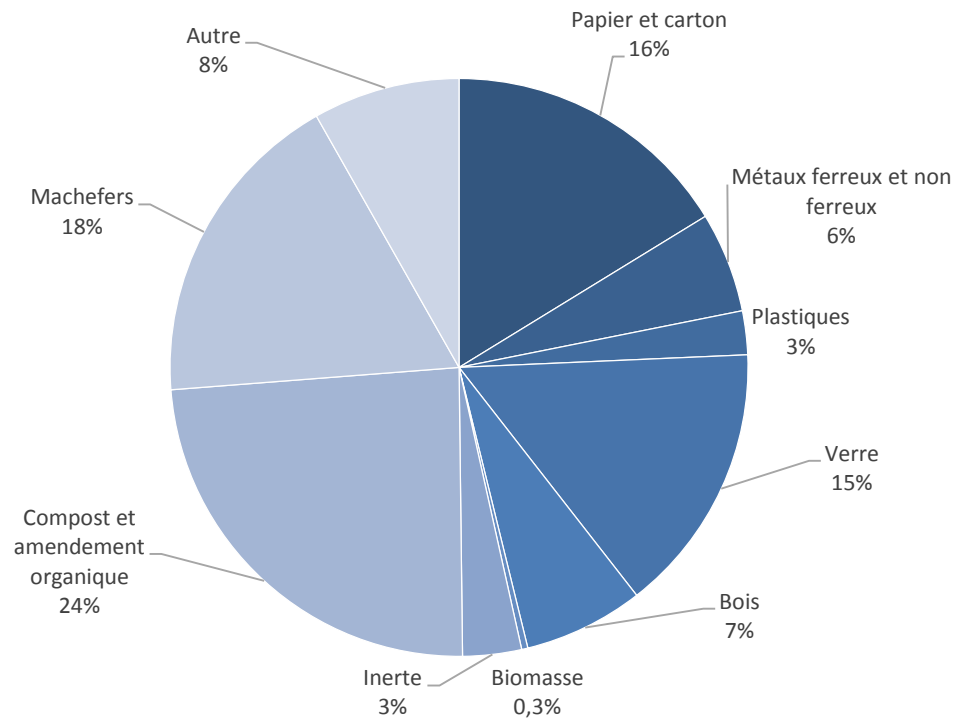
La réutilisation de ces matières premières secondaires au lieu de matières vierges a contribué à éviter l'émission de **43 280** tonnes de CO₂.

La valorisation de matière organique en compost et matière fertilisante participe aussi l'évitement de GES. En 2020, le Groupe a valorisé **21 380** tonnes de matière organique, contribuant ainsi à éviter **730** tonnes équivalent CO₂.



La valorisation matière représente **69%** des émissions que le Groupe contribue à éviter.

RÉPARTITION DES TONNES DE MATIÈRES VALORISÉES EN 2020



Contribuer à l'évitement de GES au titre de la valorisation énergétique

La valorisation énergétique représente **31%** des émissions que le Groupe contribue à éviter grâce à deux processus.

Tout d'abord, l'incinération de déchets ultimes non dangereux, qui a lieu dans l'**Unité de Valorisation Énergétique (UVE) de Toulon**. L'**UVE produit de l'énergie électrique et thermique**. La chaleur produite vient alimenter le réseau de chauffage urbain desservant des **établissements publics et 5 097 logements**. La production d'électricité rejoint le réseau RTE. Celle-ci a atteint en 2020 **102 732 MWh**, soit l'équivalent de la consommation en électricité d'une ville de **55 000 habitants** (hors infrastructures), et fait de l'UVE le premier producteur indépendant d'électricité renouvelable du Var.

Ensuite, sur les sites de stockage, le **biogaz produit par la dégradation des matières organiques est capté** puis valorisé en énergie thermique (évapo-concentration des lixiviats) et en énergie électrique (unité de cogénération installée sur l'ISDND Aboncourt). En 2020, Pizzorno Environnement a atteint un taux de valorisation du biogaz capté sur ses installations de stockage de **79%**.

3.2. La préservation du capital naturel

Si Pizzorno Environnement permet à de nombreux acteurs, publics comme privés, de gérer leurs déchets et de réduire leurs impacts environnementaux, le Groupe **maîtrise également les impacts de sa propre activité** en actionnant trois leviers : la protection des sols et de la ressource en eau, la réduction des pollutions atmosphériques et la préservation de la biodiversité.

Le Groupe formalise ces engagements au travers de la certification ISO 14 001, qui couvrait en 2020 **78 % de son chiffre d'affaires**.



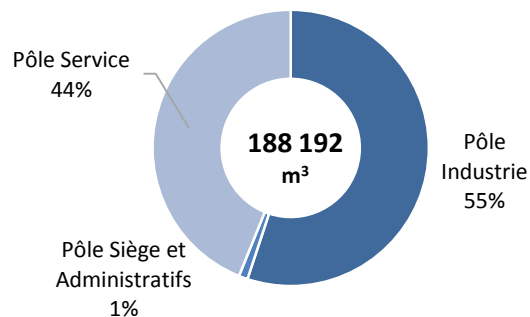
78 %
du chiffre d'affaires couvert
par une certification
environnementale

LA PROTECTION DES SOLS ET DE LA RESSOURCE EN EAU

Maitriser la consommation d'eau

En 2020, les activités du Groupe ont induit une consommation totale de **188 192 m³** d'eau. Cette consommation est en baisse de **7%** par rapport à 2019. Cette baisse s'explique par la réduction du volume de nos activités, ainsi que l'impact de l'épidémie de COVID-19.

RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION D'EAU PAR PÔLE EN 2020



Face à l'enjeu que représente la surconsommation d'eau potable et la diminution des volumes disponibles, le Groupe met en œuvre des actions pour réduire les volumes utilisés dans ses activités et a **recyclé l'équivalent de 41% de sa consommation totale d'eau** en 2020, soit **77 308 m³**.



77 308 m³
d'eau recyclée

Préserver les sols et la qualité de l'eau

La pollution des eaux et des sols est un risque identifié par Pizzorno Environnement, qui s'emploie à les préserver en mettant en œuvre plusieurs mesures de prévention et de réduction des pollutions.

Ainsi, le Groupe a défini sur ses sites des **plans de surveillance de la qualité des rejets aqueux**, avec pour objectif d'ici à fin 2021 que 80% d'entre eux soient couverts, y compris les agences de propreté urbaine. Ces plans demandent notamment que les produits de lavage utilisés pour la propreté des véhicules soient biodégradables à plus de 90% et ne contiennent ni phosphate, ni potasse. En 2020, **86% des agences gérées par le Groupe en France** faisaient l'objet d'un plan de surveillance.

Sur ses installations de stockage, le Groupe veille à la **préservation de la qualité des sols et des eaux souterraines**. Une ISDND se compose de plusieurs casiers indépendants délimités par des digues étanches, eux-mêmes composés d'alvéoles dans lesquelles sont entreposés les déchets. L'étanchéité de chaque alvéole est assurée par des barrières imperméables (géo-membranes, couches d'argile) et des couches de drainage qui permettent de prévenir les infiltrations dans les sols et de récupérer les lixiviats (liquides résiduels issus de la percolation des eaux de pluie à travers les déchets). Ceux-ci sont ensuite traités par osmose inverse ou par évapo-concentration. Ces techniques de traitement des lixiviats produisent une eau assimilable à de l'eau déminéralisée qui est **réutilisée sur le site (arrosage, lavage des véhicules, eaux de process pour la chaudière,)** ou renvoyée dans le milieu naturel après analyse.



En 2020, le Groupe a poursuivi ses efforts pour améliorer ce processus en installant un nouvel évapo-concentrateur sur le site de l'écopôle de Roumagayrol. Ainsi en 2020, sur l'ensemble des ISDND exploitées en France, le Groupe a traité **237 795 m³** de lixiviats.

L'attention portée aux ISDND se poursuit après qu'ils aient atteint leur capacité maximale de stockage autorisée. L'alvéole non exploitée est alors recouverte d'une **couverture fixée par la réglementation et fait l'objet d'une végétalisation** en vue de l'entrée en **gestion post-exploitation** du site concerné. Ce cycle est aujourd'hui engagé sur le site du Balançon au Cannet-des-Maures (83). En 2020, le Groupe a provisionné un montant de **26,7 millions d'euros** pour respecter ses engagements relatifs aux **coûts de réhabilitation et suivi trentenaire de tous ses sites de traitement des déchets et garanties financières pour risques en matière d'environnement**.

LA REDUCTION DES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES

Le fonctionnement de l'UVE de Toulon est la principale source d'émissions de rejets atmosphériques polluants autres que le méthane et le CO₂ (traités plus spécifiquement dans la partie 3.1) liés aux activités du Groupe. Ces impacts sont pris en compte et gérés par **des mesures** qui lui permettent

d'être **conforme aux normes** en vigueur et à ses engagements contractuels.



Par ailleurs, grâce à ses investissements dans des engins roulant au GNV ou au bio-GNV, Pizzorno Environnement contribue à préserver la qualité de l'air en ville. Le GNV permet en effet de réduire les émissions d'oxyde d'azote (NO_x) et de particules fines respectivement de 50% et de 95% par rapport au diesel.

LA PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE

Pizzorno Environnement veille à maîtriser et limiter l'emprise au sol de ses ICPE, et agit en faveur de la protection de la biodiversité.

Concentrations moyennes des émissions de polluants liées à l'incinération dans l'UVE de Toulon		Seuils fixés par la réglementation "Arrêté Préfectoral" (VLE journalières)
Concentration moyenne en NO _x (oxyde d'azote)	67,6 mg/Nm ³	80 mg/Nm ³
Concentration moyenne en SO ₂ (dioxyde de soufre)	6,9 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³
Concentration moyenne en HCl (acide chlorhydrique)	6,9 mg/Nm ³	10 mg/Nm ³
Concentration moyenne en poussières	0,3 mg/Nm ³	10 mg/Nm ³
Concentration moyenne en CO (monoxyde de carbone)	11,7 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³
Concentration moyenne en dioxines	0,007 mg/Nm ³	0,1 ng/Nm ³

Les actions de préservation de la biodiversité

Sur tous ses sites écologiquement sensibles, le Groupe continue d'appliquer sa **politique biodiversité et le principe « éviter – réduire – compenser » (ERC)** pour s'assurer que les aménagements n'engendrent pas d'impact négatif sur leur environnement. Ce principe s'applique à la fois lors de la création ou l'agrandissement des sites et pendant leur période d'activité.

L'écopôle d'Azur Valorisation à Pierrefeu-du-Var (83) est une bonne illustration de l'application du principe ERC.

En amont des travaux d'agrandissement réalisés principalement en 2020, le Groupe a fait mener des études qui ont permis d'identifier différentes mesures d'évitement et de réduction de l'impact sur la biodiversité du chantier. Le Groupe avait notamment modifié le tracé du projet pour éviter le ruisseau de Gaget, considéré comme un corridor écologique.

Fidèle aux engagements pris lors du lancement du projet, le Groupe a organisé en 2020 deux groupes d'actions de compensation :

- Mesures compensatoires liées au défrichement de **17 ha**, nommées **MCD** et liées à l'Arrêté préfectoral de défrichement du 9/10/2019 :

définition de travaux d'intérêt sylvicole à hauteur de 140 768 €, qui seront mis en œuvre de 2021 à 2024, sur des parcelles de la commune de Pierrefeu-du-Var, en partenariat avec l'ONF



- Mesures compensatoires environnementales, nommées **MCE**, liées à l'arrêté préfectoral de dérogation à espèces protégées du 8/10/2019 et arrêté préfectoral d'exploitation du 21/10/2019 :
 - Signature d'une convention tripartite entre la Commune de Pierrefeu-du-Var, l'ONF et Azur Valorisation pour la gestion d'une parcelle de compensation de 48ha sur 30 ans ;
 - Financement d'une étude réalisée par le Groupe Chiroptères de Provence sur le comportement du Murin de Bechstein, une espèce de chauve-souris locale emblématique et protégée ;
 - Convention avec la Mairie de Pierrefeu-du-Var pour contribuer à des actions de protection incendie.

Le Groupe a également mis en place des **suivis écologiques conformément aux exigences de l'arrêté** autorisant les travaux : suivi des habitats naturels et des espèces végétales protégées ou patrimoniales, suivi de la faune protégée et des habitats d'espèces d'amphibiens, de reptiles, d'insectes et d'oiseaux, et suivi des habitats, de la faune et de la flore sur la parcelle de compensation visée.



Murin de Beschtein - Photo ©Biotope

Sur son site de Cabasse (Var), le site assure la **gestion forestière de 100 hectares** afin de **favoriser les services écosystémiques** rendus par la forêt tels que la séquestration du carbone ou la préservation de la qualité des sols. Cette gestion correspond à une mesure compensatoire identifiée dans le cadre de la demande d'autorisation qu'avait fait le Groupe pour installer sur le site son activité de compostage.

LA PROTECTION DU CAPITAL NATUREL A L'ÉCOPOLE DE ROUMAGAYROL EXPLOITÉE PAR LA FILIALE AZUR VALORISATION

En septembre 2020 s'est achevée la première phase des travaux de l'écopôle de Roumagayrol qui a consisté en la création d'un nouveau casier de stockage et en l'installation d'un évapo-concentrateur. Un projet de construction d'une unité de valorisation multi-filières est également en réflexion. L'écopôle fait l'objet d'une autorisation d'exploitation de 18 ans, conditionnée à la construction d'ici 8 ans maximum d'une déviation qui permettrait aux véhicules du Groupe d'éviter les centres villes des zones urbaines alentour.

Ce projet illustre plusieurs facettes de la protection du capital naturel sur lesquelles le Groupe agit. En effet, avant de débiter, le projet a fait l'objet d'études préliminaires d'impact sur la faune et la flore qui ont mené à la définition des mesures décrites dans la partie ci-dessus. Toutes les mesures pour protéger la qualité des sols et des eaux durant et après l'exploitation du site ont également été mises en œuvre.

L'écopôle a été le tout premier ISDND a bénéficié d'un arrêté préfectoral innovant qui exige des clients de Pizzorno Environnement qu'ils valorisent plus de **50 %** de leurs déchets en valorisation matière amont (exigence de la LTECV transcrite dans le code de l'environnement) pour être autorisés à enfouir les déchets ultimes restants. Cet arrêté renforce la légitimité au Groupe pour accompagner ses clients dans la transformation de la chaîne des déchets et dans la mise en place d'un suivi rigoureux de leur devenir.

Cet arrêté vient s'inscrire dans la stratégie à long terme du Groupe pour développer la valorisation matière et énergétique. En plus de participer à une économie bas carbone, cette stratégie contribue à la préservation des ressources naturelles, en réduisant le besoin de matières premières vierges.

Ainsi, l'écopôle de Roumagayrol intensifie la façon dont le Groupe œuvre pour préserver le capital naturel directement sur ses sites et indirectement en dehors grâce à son rôle clef dans le tri et le recyclage des matières.

3.3. La contribution à la vitalité des territoires

Parce que les différentes activités du Groupe consistent à améliorer la qualité de vie de chacun, elles ne sauraient s'arrêter à l'exécution seule de ses missions premières.

Ainsi, le Groupe est naturellement **impliqué dans la vie locale et contribue à la vitalité économique et sociale des territoires.**

LA PARTICIPATION A LA VITALITE ECONOMIQUE

Par la diversité de l'ensemble de ses activités décrites en partie 1, le Groupe contribue activement à créer de la valeur partagée par ses parties prenantes sur ses territoires d'implantation. Le Groupe **contribue notamment au dynamisme économique de ses territoires** en nourrissant des relations durables avec ses clients (voir partie 1.1) et avec ses fournisseurs.

En 2020, Pizzorno Environnement a poursuivi ses politiques d'achats responsables et notamment son engagement pour des achats locaux. En phase avec l'approche RSE du Groupe, **86% de ses fournisseurs**

les plus importants ont renouvelé en 2020 leur signature à sa Charte d'Engagements.

Le Groupe a par ailleurs procédé à une révision de ses procédures relatives aux paiements des fournisseurs afin qu'elles garantissent le respect du délai réglementaire de 45 jours en toutes circonstances.

L'EMPLOI LOCAL ET LE SOUTIEN A L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Fort de son ancrage territorial important, Pizzorno Environnement est un acteur de l'emploi local reconnu, **engagé pour l'insertion professionnelle des jeunes et des personnes éloignées de l'emploi.** Pour cela, le Groupe a poursuivi en 2020 ses collaborations avec les associations comme Corail ainsi que ses partenariats avec Adecco France et ID'EES (filiale d'Adecco).

En interne, le Groupe favorise l'arrivée dans le marché de l'emploi des jeunes en accueillant et en formant à ses métiers des stagiaires et des apprentis. En 2020, Pizzorno Environnement a formé **33** stagiaires.

Le partenariat Cité Une Femme

Le Groupe Pizzorno Environnement s'est associé à l'opération « Cité une femme » lancée par le Rugby Club Toulonnais et Pôle Emploi en **parrainant une jeune femme dans la réalisation de son projet professionnel.**

Déjà partenaires historiques, le Groupe et le Rugby Club Toulonnais partagent cette même volonté de valoriser leur territoire et de promouvoir les talents qui y vivent.

Ce partenariat s'inscrit dans une politique volontariste menée par le Groupe en faveur de la diversité et de l'inclusion.



3.4. La protection de la sante et qualité de vie des salariés et des usagers

Les activités de Pizzorno Environnement présentent par leur nature des facteurs de risques d'accidents pour les agents ainsi que pour les usagers (risques routiers, risques liés à la manipulation et troubles musculo-squelettiques, risques mécaniques liés aux machines, risques de chutes, risques liés à la co-activité véhicules, engins, piétons etc.). La prévention de ces risques est une priorité pour le Groupe **qui entend renforcer sa culture santé et sécurité.**

LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS ET USAGERS

Pizzorno Environnement met en place des actions et des certifications pour prévenir les risques professionnels. En 2020, **80 %** de ses activités en équivalent du chiffre d'affaires étaient couverts **par la certification ISO 45001 ou OHSAS 18 001**, normes dédiées à la santé et sécurité au travail.



80 %
du chiffre d'affaires couvert par une certification en matière de sécurité

Le Groupe a également poursuivi les formations liées à la sécurité avec **60% du total des heures de formation dédiés à cette thématique** sur l'année passée.

Par ailleurs, le Groupe s'est donné comme enjeu prioritaire la **sécurité lors des collectes**, en **généralisant notamment au sein de ses exploitations l'identification de « points noirs »**. Ceux-ci correspondent à des situations de travail qui présentent des risques d'accidents, soit pour les salariés soit pour les usagers, que des actions de prévention doivent corriger. Le Groupe a renforcé en 2020 son **dialogue avec les collectivités et les autorités locales idoines** pour améliorer la gestion de ces points noirs et **identifier les aménagements à envisager** (déplacement des points de collecte pour

L'INNOVATION CHEZ PIZZORNO ENVIRONNEMENT : UN NOUVEAU MODELE DE DECHETTERIE A FREJUS

Pour réduire les risques de chute, Pizzorno Environnement a mis en place sur la commune de Fréjus un nouveau modèle de déchetterie à plat qui permet aux usagers de déposer leurs déchets dans une trémie au sol, avant que celle-ci ne soit mue par un bras mécanique pour la vider dans un compacteur fermé. Ce procédé permet à la fois de réduire les risques d'accidents pour les usagers et de limiter les transports de déchets grâce au compactage.



éviter les marches arrière des camions, etc.). A date, **55%** des sites d'exploitation du Groupe font l'objet d'un plan de surveillance des points noirs. L'objectif reste d'atteindre **100 %** des sites couverts d'ici fin 2021.

LA REDUCTION DES NUISANCES

Au-delà des enjeux de sécurité pour les usagers, le Groupe met en œuvre des mesures pour **limiter les nuisances olfactives, visuelles et sonores** liées à ses activités et ainsi préserver la qualité de vie des riverains.

Pour ce qui est du stockage, en plus des dispositifs déjà prévus comme des suivis olfactométriques réguliers, une **rampe de pulvérisation d'huiles essentielles** sur le site de Roumagayrol (Pierrefeu-du-Var, 83) a été installée au cours de l'année. De plus, tout en réalisant la couverture des ISDND en 2020, le Groupe a poursuivi ses actions de végétalisation sur ses sites de traitement.

Le Groupe est aussi mobilisé pour réduire l'impact du fonctionnement de sa flotte de véhicules. Il maintient pour cela ses **mesures de réorganisation des tournées de collecte** et son engagement à privilégier des **technologies silencieuses** afin d'atténuer les nuisances sonores associées au passage des véhicules.



LE RENFORCEMENT DE LA CULTURE SANTE ET SECURITE

Le Groupe opère depuis plusieurs années un changement dans sa culture santé et sécurité. Un premier pilier de cette transformation réside en la supervision des politiques et des plans d'action relatifs à ces enjeux directement par le CODIR. Ceci a permis de coordonner le pilotage de la sécurité au niveau du Groupe.

Un second pilier consiste en la responsabilisation croissante du management de proximité. Des objectifs de sécurité globaux sont définis puis sont déclinés par agence. Ils sont accompagnés de

mesures incitatives pour les équipes comme des challenges sécurité au sein des agences, donnant lieu à l'attribution de récompenses aux salariés ayant atteint leurs objectifs. Ces mesures contribuent efficacement à **mobiliser chaque individu dans la lutte contre les accidents du travail**.

Le Groupe a mis en place en 2020 un modèle de gouvernance plaçant la santé et sécurité au cœur de ses opérations, avec **l'indexation d'une partie de l'intéressement sur des objectifs sécurité** qui ont pour la première fois été **déclinés par agence**.

Cette dynamique a permis de réduire de **17%** son taux de fréquence des accidents du travail par rapport à 2019.

Pizzorno Environnement, engagé pour la prévention des risques professionnels

36,91 %

Taux de fréquence des accidents du travail

3,18 %

Taux de gravité des accidents du travail

182

Nombre d'accidents avec arrêt

6 853 h

Heures d'absence pour maladie professionnelle (périmètre France)

3.5. La valorisation du capital humain à travers l'emploi

Au sein de Pizzorno Environnement, ce sont **2724** collaborateurs (**77%** en France et **23%** au Maroc) qui exercent leurs métiers au service des communautés et qui portent les valeurs du Groupe au quotidien.

Afin de valoriser les femmes et les hommes, le Groupe agit sur 3 grandes thématiques : la qualité de l'emploi, le dialogue et la cohésion sociale ainsi que le développement du capital humain.

L'INCLUSION ET LA DIVERSITE

Pizzorno Environnement conçoit **la diversité des équipes comme une source de richesse culturelle, d'équilibre et de bien-être, participant à sa performance globale.**

Le Groupe applique un principe de non-discrimination dans le recrutement, la rémunération ou encore la formation, formalisé notamment dans l'accord triennal sur l'égalité professionnelle signé en 2018.

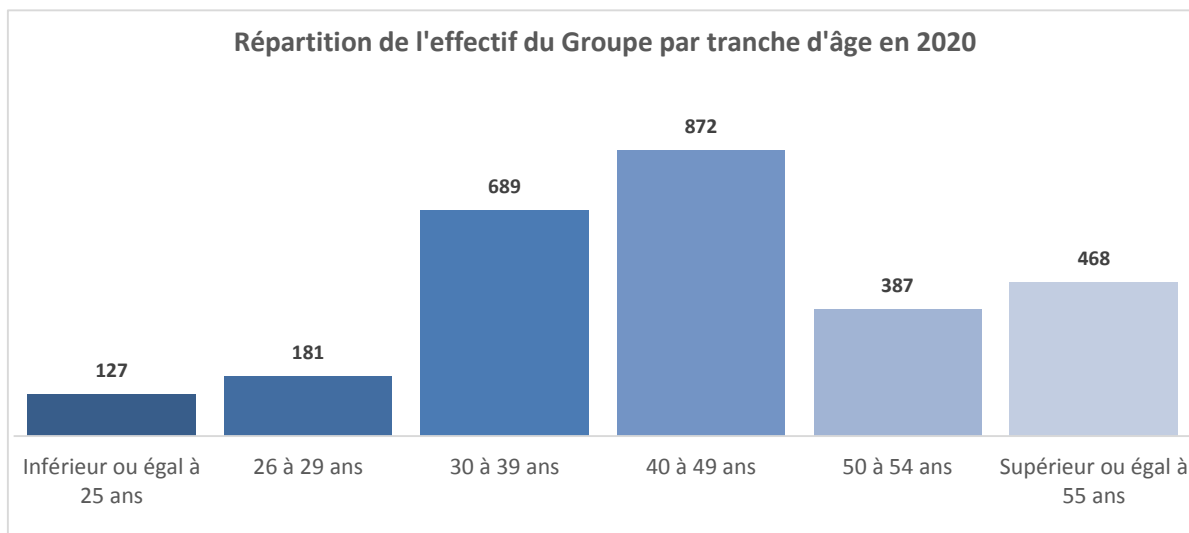
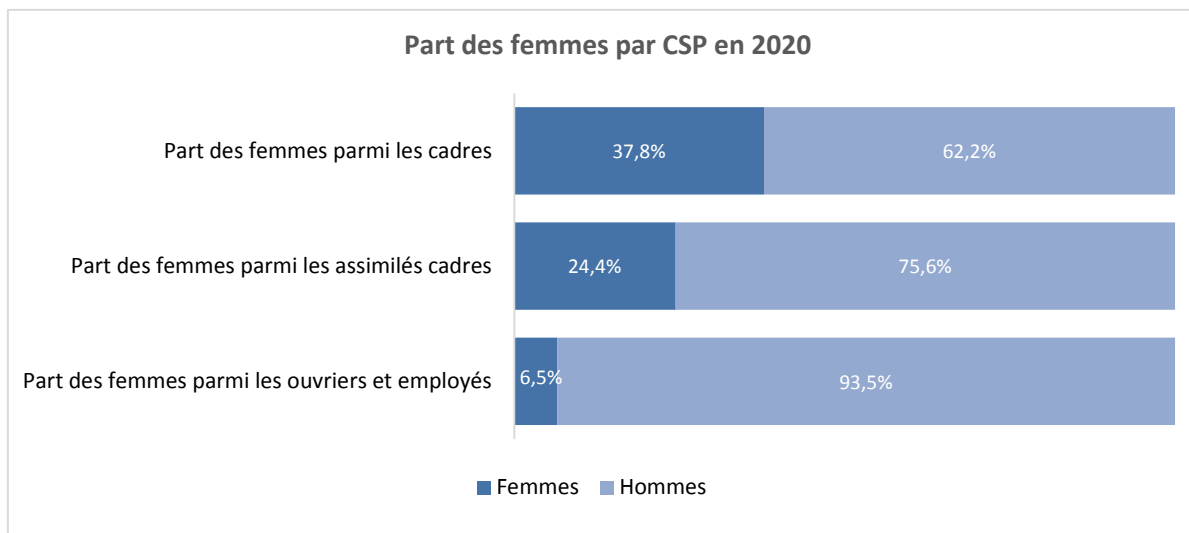


Le capital humain au sein du Groupe en quelques chiffres clef

2724 Collaborateurs
dont **8,9 %** de femmes

1 294 Nouvelles embauches
dont **23 %** en CDI

1 854 départs et
un Taux de turn-over
de **29,41 %**



Les actions en faveur de l'emploi des femmes

Pizzorno Environnement accorde une importance particulière à l'intégration des femmes dans ses effectifs, et s'applique à donner l'exemple au plus haut niveau en se dotant d'un CODIR composé à plus de 50% de femmes. En 2020, Pizzorno Environnement a obtenu sur **l'index de l'égalité H/F un score de 99 sur 100**, en progression par rapport à 2019. Supérieur à 75, ce score positionne le Groupe en adéquation avec les attentes du gouvernement.

Par ailleurs, le Groupe reste mobilisé pour **la prévention du harcèlement sexuel**, à travers la mobilisation des managers de proximité et la désignation de référents dédiés. Chaque CSE a nommé son référent sur les questions de harcèlement ou d'agissements sexuels et un référent a été nommé de manière supra légale. Le Groupe a planifié de former ses managers à la prévention de ce type de faits en 2021.

Les actions en faveur de la diversité des profils et de l'inclusion

Le Groupe a signé en décembre 2020 un plan d'action d'une durée d'un an portant sur l'égalité professionnelle, la qualité de vie au travail et le droit à la déconnexion.

Celui-ci prévoit notamment des mesures pour **promouvoir la diversité et lutter contre toute forme de discrimination** et notamment la formation des managers quant à la posture à adopter afin de prévenir les discriminations lors de l'embauche.

Dans ce même cadre, le Groupe a poursuivi ses partenariats avec **des acteurs spécialistes du recrutement et de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap** tels que CAP EMPLOI et le SAMETH. L'accord prévoit par ailleurs la poursuite des actions d'information et de sensibilisation des salariés sur le handicap.

LE MAINTIEN D'UN CADRE DE TRAVAIL DE QUALITE

L'organisation du travail

En France, Pizzorno Environnement dépend majoritairement de la **convention collective du Syndicat National des Activités du Déchet (SNAD)**. Il participe aux commissions paritaires de négociation de branche (CPPN), ainsi qu'aux négociations paritaires nationales sur l'emploi et la formation professionnelle (CPNEFP).

La politique du temps de travail s'inscrit dans le respect des dispositions légales de chaque pays et, le cas échéant, celles de la Convention Collective.

En 2020, le taux d'absentéisme s'élève à **5,35 %**, un chiffre en augmentation de 28 % par rapport à 2019 est directement lié à la pandémie.

Favoriser le dialogue et la cohésion sociale

Dans un souci de préservation du bien-être de ses collaborateurs et afin de garantir les meilleures conditions de travail, le Groupe s'applique chaque année à s'adapter au plus tôt aux évolutions de la législation française. Cela nécessite un dialogue nourri avec le CSE et les salariés, comme lors de la crise de la Covid-19 qui a montré la résilience du Groupe et sa capacité à **transformer rapidement ses modes de dialogue** (voir partie 1.1).

Les accords collectifs

Pour accompagner le dialogue et la cohésion sociale, **Pizzorno Environnement dispose de 8 accords collectifs signés par toutes les parties prenantes concernées**, dont l'un est dédié à la santé et la sécurité des salariés, et deux à la mise en place des Instances Représentatives du Personnel (IRP). Le dernier accord en date est celui consacré à l'égalité professionnelle, la qualité de vie au travail et le droit à la déconnexion cité précédemment.

Pizzorno Environnement classé dans le Top 3 des meilleurs employeurs

Pour la 3^{ème} année consécutive, Pizzorno Environnement figure dans le trio de tête du classement annuel des meilleurs employeurs de France établi par le magazine économique Capital, dans la catégorie des entreprises du secteur de l'environnement.

Réalisée par l'institut Statista, cette enquête reflète le ressenti des collaborateurs d'une entreprise et le compare aux résultats des acteurs du même secteur d'activité. Elle a été menée auprès de 2 100 entreprises de plus de 500 salariés de 32 secteurs d'activités différents.

Évènement social de 2020

Pizzorno Environnement a fait face en mars 2020 à une grève de six jours des agents de collecte des agences de La Seyne-sur-Mer et de Toulon avec aucun impact sur nos prestations. Le directeur général, Frédéric Devalle, ainsi que plusieurs représentants de la direction du Groupe, ont mené les discussions avec les représentants syndicaux à l'issue desquelles plusieurs mesures ont été prises pour améliorer les conditions de travail des agents et renforcer le dialogue social avec les équipes et les acteurs locaux.

Résiliation du contrat d'exploitation du site d'Oum Azza

Le Groupe a mis fin en juin 2020 à l'exploitation du centre de traitement et de valorisation situé à Oum Azza au Maroc, conformément à un protocole de résiliation à l'amiable conclu avec les décideurs et les autorités marocaines. Les employés du site ont poursuivi leur mission avec l'entreprise choisie pour la reprise du contrat. Toutefois en l'absence d'un cadre juridique clair entre le donneur d'ordre et le repreneur, le statut des salariés, rémunérés par le repreneur, est susceptible de constituer un litige futur dont le Groupe ne peut être tenu pour responsable selon ses conseils.

L'ACCOMPAGNEMENT DES EMPLOYÉS DANS LA MUTATION DES MÉTIERS

Pizzorno Environnement prend appui sur plusieurs outils à sa disposition, dont les entretiens professionnels (obligatoires tous les 2 ans) **et la formation**, pour faire évoluer ses collaborateurs et

accompagner leur carrière. L'année 2020 a été dédiée aux formations sur la santé et la sécurité et à celles à destination des managers. Malgré le contexte sanitaire, le Groupe a pu former plus de deux tiers des effectifs qui avaient été ciblés lors de la construction du plan de formation 2020, pour atteindre finalement **65%** de réalisation du plan de formation prévisionnel.

La formation et la gestion des compétences des collaborateurs

La formation a pour objectif **d'accompagner les employés dans l'évolution de leurs métiers**, et notamment dans la **transition technologique** engagée au sein du Groupe afin de mieux pérenniser les emplois. Les programmes du Groupe se répartissent en trois types : les formations réglementaires, les formations de professionnalisation comme le CACES⁶ et les formations de développement des compétences.

Le Groupe a aussi poursuivi son **programme innovant de formation des managers de proximité**, dont **16** chefs d'équipes nouvellement nommés à des fonctions d'encadrement ont bénéficié en 2020. Ils



20 592 heures
de formation, soit en moyenne
14,3 h/collaborateur

ont ainsi pu suivre près de 80 heures de formation, réparties en 6 modules de 1 à 2 jours, mêlant théorie et cas pratiques pour une meilleure prise de fonction.

Une formation anti-corruption renouvelée et digitalisée

Attaché au principe de bonne gouvernance, le Groupe a formé en 2018 les personnes les plus exposées à **l'éthique des affaires et aux risques de corruption**, dont les membres du comité de direction et les directeurs d'exploitation. Fin 2020, cette formation a fait l'objet d'une mise à jour pour intégrer un module de e-learning sur une application mobile et destinée à l'ensemble des cadres de l'entreprise et dont la fin du déploiement de la formation est prévue en avril 2021.

⁶ Certificat pour la conduite d'engins de chantier comme les nacelles

4. Annexes

4.1. Les filiales du Groupe Pizzorno Environnement

Pôles d'activités	Filiales
Pôle Services	<ul style="list-style-type: none"> • Pizzorno Global Services • Dragui-transports • Propolys • Deverra • Pizzorno Environnement Eau et Assainissement (PEEA) • Spanc Sud • Exa'Rent • Dragui-Gaz • SAMNET
Pôle Industries	<ul style="list-style-type: none"> • Valeor • Azur Valorisation • Abval • Zephyre (gestion de l'UVE de Toulon) • Valteo
Pôle International	<ul style="list-style-type: none"> • Segedema • Teorif

4.2. Note méthodologique : analyse de matérialité et des risques et opportunités principaux liés au développement durable de Pizzorno Environnement

OBJECTIF DE LA DÉMARCHÉ

Dans le cadre de la mise en conformité de son reporting avec la transposition de la directive européenne sur le reporting extra-financier dans le droit français et la redéfinition de sa politique RSE, Pizzorno Environnement a souhaité réaliser un premier exercice de matérialité via l'organisation d'une consultation de parties prenantes internes et externes, afin de mener une évaluation de ses enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux.

La présente note a pour objectif de donner les détails méthodologiques du projet.

L'ANALYSE DE MATERIALITE

Pizzorno Environnement a choisi de recourir à un cabinet de conseil spécialisé et indépendant, Utopies®, pour réaliser l'analyse de matérialité.

La cartographie des enjeux de développement durable existants et émergents de Pizzorno

Environnement a été établie à partir de travaux bibliographiques, de benchmark et avec un recours à un outil d'intelligence artificielle. Les enjeux ont été sélectionnés selon leur lien avec la stratégie, leur capacité à substantiellement influencer la création de valeur, les potentiels risque ou perte d'opportunité si l'enjeu n'était pas suivi et l'importance aux yeux des parties prenantes ou s'inscrivant dans une controverse existante. Cette liste de 24 enjeux préliminaires a fait l'objet d'une première priorisation interne et externe en 2017.

La seconde étape de l'analyse a pour objectif d'évaluer la matérialité des enjeux identifiés au travers de deux processus menés en parallèle : auprès de parties prenantes internes et externes en 2018.

Au total, 24 personnes ont été interrogées. Les parties prenantes internes (12 entretiens) ont été choisies parmi les différentes directions de l'entreprise. Les parties prenantes externes (12 entretiens) ont été choisies parmi les clients (collectivités et riverains), des ONG environnementales et sociales, les institutions, les syndicats et associations interprofessionnelles.

Chacune des 24 parties prenantes interrogées a ainsi noté l'importance de l'enjeu de 1 à 4, et les directions internes ont pu émettre un avis sur la performance du groupe sur chacun des enjeux.

Les résultats de l'analyse ont été formalisés par une matrice qui synthétise sur l'axe des abscisses l'importance moyenne des enjeux du par le groupe Pizzorno Environnement et sur l'axe des ordonnées l'importance moyenne de ces enjeux par les parties prenantes externes du Groupe.

La matrice de matérialité produite reflète les enjeux les plus significatifs du groupe Pizzorno Environnement.

LIMITES DE L'EXERCICE

Il est important de garder à l'esprit les limites et biais potentiels de l'approche et d'ajuster la compréhension des résultats en conséquence. La principale limite de l'exercice de matérialité de Pizzorno Environnement tient à l'échantillon réduit de parties prenantes consultées, qui n'est de fait pas représentatif de l'ensemble des parties prenantes. Les résultats obtenus permettent néanmoins de donner des tendances et, en complément d'analyses plus qualitatives, de servir de base à l'élaboration de recommandations stratégiques.

L'ANALYSE DES RISQUES ET OPPORTUNITES

L'identification des risques et opportunités principaux de Pizzorno Environnement en matière de développement durable a été menée à la suite de l'exercice de matérialité.

Pour chacun des enjeux identifiés, les risques et opportunités associés ont été décrits et validés par la Direction Audit Interne et RSE. Les risques et opportunités ont été caractérisés selon 5 catégories : réputationnels, juridiques, opérationnels, humain et de marché.

Les risques et opportunités associés aux enjeux les plus prioritaires pour Pizzorno Environnement ont été mis en perspective avec les politiques et plan d'actions de Pizzorno Environnement, ainsi qu'avec les indicateurs de performance. Cela a permis d'évaluer le niveau de gestion des risques et opportunités mis en place par Pizzorno pour chacun des enjeux de développement durable prioritaire.

4.3. Périmètre de reporting et vérification des informations extra-financières

Ce rapport a pour objectif de présenter les objectifs, engagements, actions et résultats en matière de RSE de PIZZORNO Environnement pour l'année 2020, ainsi que de répondre aux exigences de la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF). Les données publiées dans ce rapport portent sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, à l'exception des données sur la consommation de l'eau qui peuvent être décalées de quelques mois

pour des raisons de disponibilité des informations. L'ensemble des activités et des filiales dont le Groupe a le contrôle opérationnel sont couvertes, y compris les filiales Exa'Rent et Dragui-gaz créées en 2019. Les filiales Zéphire et Dragui-gaz, détenues à 51% et 50% respectivement par PIZZORNO Environnement et mises en équivalence dans le reporting financier, sont intégrées et consolidées globalement dans le reporting extra-financier.

La majorité des indicateurs sociaux et sociétaux couvrent les effectifs du Groupe en France et au Maroc. En revanche, pour des raisons pratiques de collecte et de disponibilité des données, les indicateurs environnementaux ne prennent en compte que les sites du territoire français. A titre d'information, l'activité au Maroc représente 6% du chiffre d'affaires total du Groupe en 2020, et 23% de ses effectifs et 48% des tonnages des déchets traités par le Groupe.

L'article L. 225-102-1 du code de commerce exige qu'un Organisme Tiers Indépendant vérifie les informations extra-financières publiées dans le rapport de gestion des entreprises concernées par la réglementation. Le rapport d'assurance relatif à la vérification des informations extra-financières est présenté en annexe 5 de ce rapport. Pour plus d'informations sur la méthodologie utilisée pour réaliser ce rapport, merci de contacter Mme. Maria Carrozza, Directrice Financière du Groupe, à l'adresse email suivante : m.carrozza@pizzorno.com.

4.4. Tableaux des indicateurs de la performance extra-financière

Construire des relations de confiance et durables				
Indicateurs	Unité	Résultats 2020	Résultats 2019	Évolution 2020/2019
Taux de couverture ISO 9001 du chiffre d'affaires	%	84	80	+4%
Taux de renouvellement des marchés publics dans	%	90	99	-9%
Taux de réponses à la charte « engagement fournisseur »	%	86	81	6%
Taux du montant des investissements consacré à l'innovation sur le chiffre	%	2,9	1,1	164%
Taux des personnes les plus exposées ayant été formées à l'éthique des affaires et aux risques de corruption	%	Nouvelle campagne de formation lancée visant à former 100 % des cadres d'ici avril 2021	78	-

Agir pour le cadre de vie des territoires ⁷				
Indicateurs	Unité	Résultats 2020	Résultats 2019	Évolution 2020/2019
Tonnage de déchets ménagers et assimilés collectés	Tonnes	758 421	848 352	-11%
Taux de véhicules fonctionnant à l'électricité ou au GNV	%	24	22	+9%
Taux de points noirs identifiés pour lesquels une action a été menée	%	55	47	+17%
Nombre de salariés ayant bénéficié d'un dispositif d'insertion professionnelle		216	255 ⁸	-9%
Nombre de stagiaires formés par PIZZORNO Environnement		33	38	-13%
Taxe d'apprentissage	€	583 161	184 332	+216%

⁷ Périmètre France sauf notification contraire

⁸ Correction apportée par rapport à la DPEF 2019

Innover au service de la transition écologique⁹

Économie circulaire et Eco-citoyenneté

Indicateurs	Sous-indicateurs	Unité	Résultats 2020	Résultats 2019	Évolution 2020/2019
Tonnage total de déchets traités par le Groupe		T	574 730	831 006	-31%
Dont :	Tonnage de matières valorisées	T	179 024	375 826 ¹⁰	-52%
	Tonnage de déchets traités par incinération	T	271 983	262 909	+3%
	Tonnage de déchets traités par stockage	T	123 723	192 270	-36%
	Part des déchets traités par recyclage (valorisation matière)	%	31%	45%	-31%
Répartition des modes de traitement des déchets traités par le Groupe¹¹	Part des déchets traités par incinération (valorisation énergétique)	%	47%	32%	+50%
	Part des déchets traités par stockage	%	22%	23%	-7%

⁹ Périmètre France sauf notification contraire

¹⁰ Valeur corrigée par rapport à la DPEF 2019

¹¹ Hors stocks et refus de tri

<i>Indicateurs</i>	<i>Sous-indicateurs</i>	<i>Unité</i>	<i>Résultats 2020</i>	<i>Résultats 2019</i>	<i>Évolution 2020/2019</i>
Tonnage des matières valorisées sorties		T	179 024	375 826	-52%
Dont :	Métaux Ferreux et non ferreux	T	10 046	10 563	-5%
	Cartons & papiers	T	29 078	48 690	-40%
	Verre	T	27 149	25 964	5%
	Plastiques	T	4 381	6 838	-36%
	Mâchefers	T	32 258	168 100	-81%
	Bois et broyats de végétaux	T	33 522	40 988	-22%
	Déchets inertes	T	5 885	12 416	-53%
	Compost	T	17 782	20 658	-14%
	CSR et Biomasse	T	621	2 106	-71%
	FFOM / Fermentescibles	T	3 598	18 721	-81%
	Autres	T	14 704	17 202	-29%
	Valorisation électrique nette (valorisée en externe)	MWh PCI	107 947	113 113	-5%
Production d'énergie de l'UVE et de la centrale de cogénération d'Aboncourt	Valorisation thermique nette (valorisée en externe)	MWh PCI	47 488	46 012	+3%
	Valorisation thermique et électrique nette	MWh PCI	155 435	159 125	-2%
Valorisation énergétique du biogaz	Taux de valorisation du biogaz	%	79	91%	-13%
Eco-citoyenneté	Nombre de visiteurs sur les sites du Groupe		1 215	5844	-79%

Climat et énergie					
<i>Indicateurs</i>	<i>Sous-indicateurs</i>	<i>Unité</i>	<i>Résultats 2020</i>	<i>Résultats 2019</i>	<i>Évolution 2020/2019</i>
Émissions totales de Gaz à Effet de Serre ¹²		TCO₂eq	142 978	167 196	-14%
Dont :	Émissions liées à la consommation d'électricité	TCO ₂ eq	469	767	-39%
	Émissions liées à la consommation de gaz naturel	TCO ₂ eq	1 571	1 249	+26%
	Émissions liées à la consommation de carburant	TCO ₂ eq	26 414	28 070	-6%
	Émissions liées au stockage	TCO ₂ eq	23 812	48 408	-51%
	Émissions liées au compostage	TCO ₂ eq	2 046	2 994	-32%
	Émissions liées à l'incinération de déchets par l'UVE	TCO ₂ eq	88 666	85 708	+3%
Consommation d'énergie	Somme des consommations d'électricité et de gaz naturel	MWh	16 400	20 546	-20%
Dont :	Part d'électricité issue d'énergie renouvelable	%	17%	15%	+13%
Consommation de carburant par types	GNV et bio-GNV	T	1 639	1 766	-7%
	Dont la part de bio-GNV	%	14%	18%	-21%
	GNR	L	1 026 346	1 100 224	-7%
	Gasoil	L	5 924 156	6 320 935	-6%
	Essence	L	37 704	34 627	+9%
	Consommation E85	L	1 392	173	705%
	Consommation Biodiesel (B10)	L	8 595	-	100%

¹² Résultats calculés sur les scope 1 et scope 2, avec les facteurs d'émissions disponibles en janvier 2021 et utilisés pour recalculer les données 2019

Contribution aux émissions de gaz à effet de serre évitées

Indicateurs	Sous-indicateurs	Unité	Résultats 2020	Résultats 2019	Évolution 2020/2019
Émissions de GES évitées ¹³¹⁴		TCO ₂ eq	63 697	66 619	-4%
Dont :	Émissions évitées par la valorisation énergétique des sites de stockage	TCO ₂ eq	5 669	6 053	-6%
	Émissions évitées par la valorisation énergétique de l'incinération	TCO ₂ eq	14 000	14 177	-1%
	Émissions évitées grâce à la production de biomasse et de CSR	TCO ₂ eq	17	56	-71%
	Émissions de GES évitées grâce au recyclage	TCO ₂ eq	43 280	45 091	-4%
	Émissions de GES évitées grâce à la production de compost et d'amendement	TCO ₂ eq	730	1 241	-41%
Empreinte écologique					
Part du Chiffre d'affaires du Groupe couvert par une certification ISO 14001 ¹⁵		%	78	74	6%
Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement		K€	26 740	24 822	7%

13 Les émissions évitées comprennent : les émissions évitées grâce à la valorisation thermique et électrique du biogaz sur les ICPE de stockage, les émissions évitées grâce à la production électrique et thermique de l'UVE, ainsi que les émissions évitées grâce à la valorisation matière.

14 Résultats calculés sur les scope 1 et scope 2, avec les facteurs d'émissions disponibles en janvier 2021 et utilisés pour recalculer les données 2019

15 Périmètre Groupe

Indicateurs	Sous-indicateurs	Unité	Résultats 2020	Résultats 2019	Évolution 2020/2019
Consommation d'eau		m ³	188 192	202 546	-7%
Dont :	Consommation d'eau pôle Services	m ³	82 590	86805	-5%
	Consommation d'eau pôle Industrie	m ³	103 638	109839	-6%
	Consommation d'eau Siège et Administratifs	m ³	1 964	5647	-188%
Pourcentage d'eau recyclée		%	41	25	-8%
Part des sites couverts par un plan de surveillance de la qualité des eaux		%	86	78	+9%
Volume de lixiviats traités		m ³	237795	236586	1%
Concentration moyenne des émissions de polluants liées à l'incinération	Concentration moyenne en NOx	mg/Nm3	68	66,05	+3%
	Concentration moyenne en SO2	mg/Nm3	7	7	-
	Concentration moyenne en HCl	mg/Nm3	6	6	-
	Concentration moyenne en poussières	mg/Nm3	0	0	-
	Concentration moyenne en CO	mg/Nm3	12	13	-7%
	Concentration moyenne en dioxines	mg/Nm3	0	0,01	-
Intégration paysagère des sites de stockage	Moyenne annuelle du couvert végétal visible de l'extérieur des ISDND	%	63%	64%	-2%
Part des sites écologiquement sensibles couverts par un plan d'action biodiversité		%	100%	100%	0%
Ecologie Industrielle et Territoriale					
Nombre de partenariats inscrits dans une démarche d'Écologie Industrielle et Territoriale		Nb	6	3	+50%

Valoriser les Hommes et les emplois

Emploi

<i>Indicateurs</i>	<i>Périmètre</i>	<i>Sous-indicateurs</i>	<i>Unité</i>	<i>Résultats 2020</i>	<i>Résultats 2019</i>	<i>Évolution 2020/2019</i>
Effectif total au 31/12	Groupe		Nb	2724	2947	-8%
Répartition de l'effectif au 31/12 par zone géographique	France		Nb	2095	2111	-1%
	Maroc		Nb	629	836	-25%
Répartition de l'effectif au 31/12 par pôle	Groupe	Siège et administratifs	Nb	214	227	-6%
		Services	Nb	2341	2383	-2%
		Industries	Nb	121	289	-58%
		Transport (Exa'Rent)	Nb	48	48	-
Répartition par sexe	Groupe	Hommes	Nb	2482	2696	-8%
		Femmes	Nb	242	251	-4%
Nombre d'embauches au total	Groupe		Nb	1294	1479	-13%
Répartition des embauches par type de contrat	Groupe	CDI	Nb	300	398	-25%
		CDD	Nb	994	1081	-8%

Indicateurs	Périmètre	Sous-indicateurs	Unité	Résultats 2020	Résultats 2019	Évolution 2020/2019
Nombre de départs	Groupe	Total ¹⁶	Nb	1854	1744	+6%
		Dont démissions	Nb	50	89	-44%
		Dont ruptures conventionnelles	Nb	8	13	-38%
		Dont licenciements/ pertes de marchés	Nb	730	508	+44%
		Dont départs à la retraite	Nb	39	26	+50%
		Dont départs en cours de période d'essai	Nb	13	16	-19%
		Nb de fin de CDD (en contrat) ¹⁷	Nb	1 001	1088	-7%
		Dont décès	Nb	13	4	+225%
Taux de turnover (hors CDD)¹⁸	Groupe		%	29,41	21,24	+38%
Masse salariale¹⁹	Groupe		€	109 027 703	117 826 275	-8%
Rémunération moyenne mensuelle par zone géographique	France		€	2 467 €	2 480 €	-1%
	Maroc		€	411 €	391 €	+5%

¹⁶ hors fin apprentissage, transfert sociétés et établissements et autre cas

¹⁷ Nouvel indicateur

¹⁸ hors CDD, décès, transfert de sociétés et établissements, fin d'apprentissage et autre cas

¹⁹ Incluant les intérimaires

Santé & sécurité						
<i>Indicateurs</i>	<i>Périmètre</i>	<i>Sous-indicateurs</i>	<i>Unité</i>	<i>Résultats 2020</i>	<i>Résultats 2019</i>	<i>Évolution 2020/2019</i>
Taux de fréquence	Groupe		%	36,91	44,33	-17%
Taux de gravité	Groupe		%	3,18	2,71	+18%
Nombre d'accidents avec arrêt	Groupe		Nb	182	253	-28%
Heures d'absence liées à des maladies professionnelles	Groupe		Nb	6 853	7285	-6%
Taux de couverture ISO 45001 ou OHSAS 18001 du chiffre d'affaires	Groupe		%	80	76	+5%
Proportion des heures de formation dédiées à la sécurité	Groupe		%	60	72	-17%
Cadre de travail						
Taux d'absentéisme	Groupe		%	5,35%	4,18	+28%
Proportion de femmes dans l'effectif par CSP	Groupe	Cadres	%	37,8	38,5	-2%
		Assimilés-cadres, TAM	%	24,4	25,4	-4%
		Ouvriers et employés	%	6,5	6,2	+5%

Indicateurs	Périmètre	Sous-indicateurs	Unité	Résultats 2020	Résultats 2019	Évolution 2020/2019
Répartition de l'effectif au 31/12 par tranche d'âge ²⁰	Groupe	< ou égal à 25 ans	Nb	127	154	-18%
		26 à 29 ans	Nb	181	186	-3%
		30 à 39 ans	Nb	689	788	-13%
		40 à 49 ans	Nb	872	959	-9%
		50 à 54 ans	Nb	387	430	-10%
		> ou égal à 55 ans	Nb	468	430	+9%
Index égalité H/F	France		Nb	99	84	+17,8%
Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés	France		Nb	. ²¹	54,2	-
Dialogue et cohésion sociale						
Accords collectifs signés	Groupe	Total	Nb	8	11	-27%
		Dont Accords portant sur la santé/sécurité	Nb	2	2	-
Formations						
Formations dispensées	Groupe	Nombre d'heures totales	h	20 592	23 737 ²²	-15%
		Effectif formé	Nb	1438	1 754	-22%
		Nombre moyen d'heures par salarié formé	h	14,3	13,5	+5%

²⁰ Cet indicateur n'est disponible que pour le périmètre suivant : les sociétés de l'UES, Zéphire et le Maroc

²¹ La loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a notamment réformé l'obligation d'emploi des travailleurs en situation de handicap. Le fond et la forme de la déclaration obligatoire pour l'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) ont été modifiés. En effet, dans un souci de rationalisation des déclarations sociales, le support de la DOETH tel qu'il existait auparavant a été supprimé pour n'utiliser plus qu'un seul vecteur déclaratif : la DSN. La première DOETH en DSN, au titre de l'exercice 2020, s'effectuera au mois de juin 2021.

²² Valeur rectifiée par rapport à la DPEF 2019

4.5. Tableaux de correspondance des indicateurs

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX		Référence DDR	GRI Standards
Politique générale	L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales, et le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	1.1 2.1 2.2	102-14
	Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	2.2 3.1 3.2.	
	Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours	4.4	201-2
Pollutions	Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	3.1 3.2	303-3 305-6 305-7 306-1 306-3 306-5
	La prise en compte de toute forme de pollution spécifique à une activité, notamment les nuisances sonores et lumineuses	3.1 3.2 3.4	306-3
Économie circulaire (prévention des déchets)	Les mesures de prévention, de recyclage, de réutilisation, d'autres formes de valorisation et d'élimination des déchets	1.1 1.2 3.1 3.2.	301-3 306-2 306-3 306-5
	Les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire	Non applicable : Pizzorno Environnement n'a pas d'activité ni de lieu de restauration collective	

	La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	3.2.	303-1 303-1 303-2
Économie circulaire (utilisation durable des ressources)	La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	3.1 3.2.	301-1 301-2
	La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables	3.2	302-1 302-2 302-4 302-5
Changement climatique	Les postes significatifs d'émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) générés du fait de l'activité de la société, notamment par l'usage des biens et services qu'elle produit	3.1	305-1 305-2 305-3 305-4 305-5
	Adaptation aux conséquences du changement climatique	1.2 2.2 3.1	
	Les objectifs de réduction fixés volontairement à moyen et long terme pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et les moyens mis en œuvre à cet effet	3.1	
Protection de la biodiversité	Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	3.2	304-1 304-2 304-3 304-4 306-5

INDICATEURS SOCIAUX		Référence DDR	GRI Standards
Emploi	L'effectif total et répartition de l'effectif par sexe, par âge et par zone géographique	3.5	102-7
		4.4	102-8 401-1 405-1
	Les embauches et les licenciements	3.5	202-2
		4.4	401-1
	Les rémunérations et leur évolution	4.4	102-35
			102-36
102-37			
102-38			
102-39			
201-1			
202-1			
Organisation du travail	L'organisation du temps de travail	3.5	
	L'absentéisme	3.5	403-2
Santé et sécurité	Les conditions de santé et de sécurité au travail	3.4	403-1
	Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles	3.4	403-2 403-3
Relations sociales	L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci	3.5	402-1
	Le bilan des accords collectifs, notamment en matière de santé et de sécurité au travail	3.4 3.5	403-4
Formation	Les politiques mises en œuvre en matière de formation, notamment en matière de protection de l'environnement	3.5	102-27 404-2 404-3
	Le nombre total d'heures de formation	3.5	404-1 412-2

Égalité de traitement	Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	3.5	401-3 405-1 405-2
		1.1	
		3.3 3.5	405-1
	La politique de lutte contre les discriminations	3.5	405-1 406-1

* Indicateur répondant partiellement à la thématique.

INDICATEURS SOCIETAUX		Référence DDR	GRI Standards	
Impact territorial, économique et social de l'activité de la société	En matière d'emploi et de développement local	1.1	202-2 203-1 203-2 204-1 413-1	
		3.3		
		1.1	202-2 203-1 203-2 204-1 411-1 413-1 413-2	
		3.3		
	Relations avec les parties prenantes	Les relations entretenues avec les parties prenantes de la société et les modalités du dialogue avec celles-ci	2.2	102-21 102-43
		Les actions de partenariat ou de mécénat	1.1	
			2.1	203-1

	La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	3.3	308-2 408-1 412-1 414-1 414-2
Sous-traitance et fournisseurs	L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	3.3	102-9 308-1 308-2 408-1 412-1 414-1 414-2
Loyauté des pratiques	Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs		Pizzorno Environnement étant une entreprise du secteur de la propreté et du traitement des déchets, et n'offrant pas de produits ou services à des consommateurs, cette thématique est non applicable à son activité. Pour les actions en faveur de la sécurité des habitants : 3.4
Lutte contre la corruption	Les actions engagées pour prévenir la corruption	2.1 3.5	102-16 102-17 205-1 205-2 205-3

Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail relatives	Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	3.5	407-1
	A l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	3.5	406-1
	A l'élimination du travail forcé ou obligatoire	2.1	409-1
	A l'abolition effective du travail des enfants	2.1	408-1
Actions engagées en faveur des Droits de l'Homme	Les autres actions engagées en faveur des droits de l'homme	2.1	

4.6. Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion groupe- Exercice clos le 31 décembre 2020

GRUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT

Société Anonyme
109 rue Jean Aicard
83300 Draguignan

Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée Générale des actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Groupe Pizzorno Environnement, désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1048 (portée d'accréditation disponible sur le site www.cofrac.fr), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra-financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2020 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion groupe en application des dispositions légales et réglementaires des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du

modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance. La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de la société, (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration et disponibles sur le site internet ou sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, de la doctrine professionnelle et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du commissaire aux comptes désigné organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;

- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225-105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment en matière de devoir de vigilance, de lutte contre la corruption et de fiscalité, ni sur la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du code de commerce déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention [ainsi qu'à la norme internationale ISAE 3000 (*Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*)].

Nous avons mené des travaux nous permettant d'apprécier la conformité de la Déclaration aux dispositions réglementaires et la sincérité des Informations :

- Nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, de l'exposé des principaux risques.
- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur.
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 en matière sociale et environnementale ainsi qu'au deuxième alinéa de l'article L. 22-10-36 en matière de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale.
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2^{ème} alinéa du III de l'article L. 225-102-1.

- Nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance.
- Nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
 - o apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés ; et
 - o corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes²³ par la conduite de travaux au niveau de l'entité consolidante.
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration.

²³ Informations qualitatives : Prévention des nuisances, prévention des pollutions des eaux et des sols, mobilité propre, lutte contre la corruption et l'éthique,

dialogue avec les partis prenantes, développement socio-économique des territoires.

- Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte mis en place par l'entité visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations. Nous avons mis en œuvre, pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs²⁴ que nous avons considérés les plus importants :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices²⁵ et couvrent entre 24 et 100% des données consolidées des indicateurs clés de performance et résultats sélectionnés pour ces tests.

- Nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'entité.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de quatre personnes entre février et avril 2021.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené une

dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Commentaires

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus et conformément aux dispositions de l'article A. 225-3 du code de commerce, nous formulons le commentaire suivant :

Comme évoqué en note méthodologique, le périmètre de reporting des indicateurs

²⁴ Informations quantitatives environnementales (Périmètre France): Somme des tonnages et répartition de matières valorisées sorties (matières valorisées, incinération, stockage) ; Répartition des modes de traitement des déchets traités par le Groupe (recyclage, incinération, stockage) ; Tonnage des matières valorisées sorties et répartition par type de matières ; Consommation d'eau ; Production d'énergie de l'UVE et de la centrale de cogénération d'Aboncourt (Valorisation électrique et thermique

nette) ; Consommations d'énergie ; Consommation de carburant par types ; Émissions totales de Gaz à Effet de Serre (scope 1&2) ; Émissions de GES évitées et répartition par type de valorisation ; Volume d'eau recyclé ; Taux de plan de surveillance des rejets aqueux.

Informations quantitatives sociales : Effectif total au 31/12/2020 ; Nombre d'embauches au total ; Nombre de départs et répartition par type de motifs ; Nombre d'heures totales de formation ; Nombre moyen

d'heures par salarié formé ; Taux de fréquence des accidents de travail ; Taux de gravité des accidents de travail ; Nombre d'accidents avec arrêt.

²⁵ Entités sélectionnées : Site du Muy (indicateurs de déchets et environnementaux) ; Site d'Aboncourt (indicateurs de déchets et environnementaux) ; UVE Zéphire Toulon (indicateurs environnementaux).

environnementaux est limité aux entités françaises, qui représentent environ 48% du volume total de déchets traités par an, les activités au Maroc étant exclues.

Paris-La Défense, le 28 juin 2021

L'un des commissaires aux comptes,

Deloitte & Associés

Philippe Battisti
Associé, Audit

Eric Dugelay
Associé, Développement
Durable